



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-09-16 / 2020-09-30]

**Publicación quincenal**

**Edición en francés por Luc de l'Arbre**

**Mercredi 16 septembre.**

**Cinq femmes violées lors d'une incursion d'hommes armés à Walu.** Les victimes, qui ont cinquante ans révolus, ont été surprises dans la brousse pendant qu'elles vauaient à leurs occupations. Ces cas de violences sexuelles sont attribués aux hommes armés non autrement identifiés, qui se livrent à des nombreuses exactions dans la zone, notamment de pillage de biens. Ces femmes sont des déplacées de guerre, qui ont fui les atrocités des groupes armés depuis environ deux mois pour se réfugier dans la brousse à Walu, à une vingtaine de kilomètres au nord de Bunia. Cette situation inquiète les autorités coutumières locales, qui dénoncent les exactions des inciviques qui se multiplient dans la zone. Des nombreux habitants sont également dépouillés de leurs biens, notamment des chèvres et des poules.

**Tshopo : la population de Yandjali retranchée en forêt après le déploiement des policiers.** Ces policiers ont reçu la mission de sécuriser le patrimoine de la société Busira-Lomami, dont plusieurs biens ont été pillés vendredi 11 septembre par la population locale. Le pillage des biens de la société Busira-Lomami par la population de Yandjali est consécutif à un jugement de la justice, prononcé en faveur de cette société. Le président de la société civile d'Isangi, Joseph Bassay dénonce : « Les policiers ont pillé à leur tour la population. Ils ont pris tous leurs biens, ils ont cassé les maisons, les boutiques, c'est ce qui a provoqué la fuite des femmes et des enfants en forêt. » Busira-Lomami est une usine de production d'huile de palme.

**Ituri : les miliciens du FPIC sabotent une canalisation d'eau,** aux environs de Kolomani à l'entrée de la ville de Bunia dans la commune Shari. De ce fait, plusieurs coins de la ville ne sont pas alimentés en eau potable fournie par le réseau de distribution de Ngongo. Il cite entre autres les Quartiers Mudzi-Pela, Bigo, Ngezi et une grande partie du Quartier Bankoko. Les techniciens de cette entreprise qui s'activaient à faire le raccordement ont tous été kidnappés avant d'être relâchés quelques heures après.

**L'effondrement de trois mines artisanales à Kamituga : Leila Zerrougui appelle à imposer des mesures de sécurité préventive.** La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC et Cheffe de la Monusco, Leila Zerrougui, note que ce type d'accidents arrive fréquemment et appelle à imposer des mesures de sécurité préventive pour protéger ceux qui travaillent dans ces mines. Elle tient aussi à redire son soutien aux familles des victimes des groupes armés et des violences communautaires dans les provinces de l'Est de la République démocratique du Congo.

**Ebola à l'Equateur : les ambassadeurs des USA, du Canada et du Royaume-Uni saluent l'engagement du gouvernement.** Mike Hammer, Nicolas Simard et Emily Maltman, respectivement ambassadeurs des Etats-Unis, du Canada et du Royaume-Uni en RDC et le professeur Muyembe saluent les efforts de l'équipe de la riposte et l'engagement du gouvernement contre Ebola ainsi que d'autres enjeux dans le domaine de la santé dans la région. Les trois Ambassadeurs invitent les autorités sanitaires à éviter l'utilisation abusive des fonds publics. Ils leur demandent de veiller à ce que seuls ceux qui travaillent activement à la riposte soient récompensés financièrement et que personne ne soit oubliée dans cette riposte, surtout les femmes qui sont touchées d'une manière disproportionnée par l'épidémie. Les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni disent clairement leur intention d'y concentrer leurs efforts.

**5 morts et plusieurs vaches emportées lors des affrontements entre les Fardc et la milice Codeco à Kikoga,** localité située à 8 kms du centre commercial de Kasenyi, au sud d'Irumu. Selon le chef de secteur de Bahema Sud, les militaires des Fardc ont réussi à récupérer 58 vaches sur 233 qui ont été emportées par ces miliciens à Ezekere. Ce chef coutumier plaide pour que plus de 500 vaches pillées en l'espace de deux semaines par ces hors la loi soient retournées à leurs propriétaires. Pour l'heure, le calme est revenu dans la zone, mais la population locale vit toujours dans la psychose.

**Nord-Kivu : accalmie à Pinga après affrontements entre deux ailes de la milice NDC-Rénové.** Des affrontements ont opposé lundi dernier dans cette cité, les combattants du NDC-Rénové de Guidon à quelques combattants résiduels de l'aile du NDC jadis dirigée par Bwira. Les sources militaires dans la région affirment que la situation est sous contrôle. En dépit de la présence des soldats loyalistes à Pinga, l'axe Kitchanga-Pinga en passant par le village de Mutongo, n'est pas accessible au trafic. Les organisations humanitaires ne peuvent pour l'instant assister les victimes de ces atrocités.

**L'armée promet de mettre fin aux exactions des miliciens à Lubero.** Le chef du secteur de Bapere, en territoire de Lubero et le fonctionnaire délégué du gouverneur dans cette zone accompagnés de la section Droits de l'homme de la MONUSCO ont rencontré mardi 15 septembre à Butembo le commandant des opérations Sokola 1 Axe Sud, général Opia Patrick. L'objectif de cette rencontre était d'échanger sur la situation sécuritaire qui prévaut en secteur de Bapere, précisément à Ndjiapanda et dans les villages environnants. Le commandant des opérations Sokola 1 Axe Sud a promis de trouver solution par rapport à tous les problèmes évoqués. Il demande à la population de faire confiance aux autorités de la province qui ont ce problème à cœur.

**Haut-Katanga : Claude Nyamugabo condamne la pollution de l'environnement par certaines entreprises minières.** « Nous voulons des investissements qui relèvent le niveau de vie de la population et non qui la tuent », a rappelé Claude Nyamugabo, le ministre de l'Environnement et Développement durable. Il promet de prendre des mesures très prochainement pour faire respecter les normes environnementales.

**Beni : libération de 18 manifestants arrêtés lundi à Oicha.** « A Oicha la situation est calme aujourd'hui et les activités ont repris. Pour que la police puisse rétablir l'ordre, il y avait 31 personnes interpellées, deux sont transférées à l'auditorat supérieur près la cour militaire opérationnelle, 18 personnes ont été relaxées dont 15 mineurs et au cachot il reste 11 personnes. Ces 11 personnes seront transférées au parquet pour troubles à l'ordre public et blessures parce qu'ils avaient blessé deux policiers », a expliqué le commandant de la police de Oicha.

**Insécurité à Lubumbashi : sit in du mouvement citoyen « La voix du peuple » pour exiger le départ du maire.** Les manifestants reprochent au maire de ne pas fournir des efforts pour mettre fin à l'insécurité, qui continue d'endeuiller les familles : « Nous demandons simplement au maire de Lubumbashi par humanisme et patriotisme de démissionner. » Aucun incident n'a été signalé au cours de cette manifestation.

**Nord-Kivu : près de 10.000 familles de Kanyabayonga sommées de payer 50 USD pour confirmer leur droit de propriété,** sur les parcelles qu'elles occupent. Cette somme est exigée par une famille de la place, qui se réclame propriétaire de cette espace de terre couvrant cette commune. D'après le bourgmestre de Kanyabayonga, Paluku Heri Vutseme, cette famille justifie sa démarche par le fait d'avoir gagné le procès dans ce dossier au tribunal de paix de Lubero. Il se dit choqué par cette démarche qu'il qualifie de menace à l'endroit de la population locale. Paluku Heri Vutseme qualifie cette démarche d'inacceptable dans une entité territoriale décentralisée qui n'est plus coutumière. Selon lui, toutes ces démarches se font à son insu. La société civile locale craint pour sa part que cette situation crée des soulèvements de la population.

**Kongo-Central : les parents d'élèves des établissements publics dénoncent le monnayage des points.** Selon les parents qui ont livré cette information, ces enseignants vont jusqu'à téléphoner aux parents des élèves, auprès de qui, ils tiennent à

soutirer de l'argent pour assurer leur survie avant la rentrée des classes. « La majorité d'enseignants qui se livrent à cette pratique honteuse, sont ceux-là qui ont été chargés d'assurer le titulariat de classes ». Le directeur provincial de l'éducation du Kongo-Central 1 craint que cette pratique mette en doute le résultat scolaire de cette année dans bon nombre d'écoles et invite les parents à accuser tous ces enseignants à l'inspection de l'éducation de la province, pour qu'ils soient sanctionnés.

**Ituri : la Monusco va remettre l'extension du site des personnes déplacées de Kigonze.** A la suite de récentes attaques de différents groupes armés à travers l'Ituri, plus de 10,000 personnes, dont de nombreux femmes et enfants, sont venues s'ajouter aux personnes qui vivaient déjà dans ce camp de déplacés. A la demande de certains partenaires humanitaires et des autorités, la Monusco a procédé, avec l'aide de son génie militaire népalais, à l'extension de ce site sur une surface de 7 hectares. Parmi les travaux réalisés par les casques bleus, l'on peut noter la construction d'une nouvelle route intérieure de 250 m de long et 12 m de large sur le site, la réhabilitation d'une route d'accès de 600 m au site, la coupe et l'enlèvement d'arbres, de racines d'arbres et de végétation dans la zone du site, le nivellement et le compactage du terrain, l'excavation de 50 fosses septiques, l'excavation des tranchées de drainage et le cambrage de la zone pour évacuer les eaux de pluie.

#### **Jeudi 17 septembre.**

**Le taux d'usage des contraceptifs s'est amélioré à Kinshasa et au Kongo-Central (enquêtes).** Selon Pierre Akilimali, principal investigateur du Performance Monitoring for Action, la collecte des données s'est déroulée entre décembre 2019 et février 2020. Il a expliqué que cette prévalence contraceptive est observée auprès des femmes en union dans la ville province de Kinshasa et dans le Kongo-Central. La directrice nationale du programme de santé de la Reproduction, affirme pour sa part que la planification familiale est un facteur important pour le développement de la RDC.

**Sud-Kivu : 5 000 USD remis aux familles des victimes de l'éboulement de Kamituga.** Selon le maire de la ville, le site d'exploitation en question a été fermé coutumièrement et administrativement sur décision du ministre des mines.

**Kasaï-Central : des blessés graves dans un accrochage entre deux ethnies à Luiza.** Une accalmie s'observe depuis quelques jours dans le secteur de Bambaie, après un conflit coutumier opposant la population du village Kalala Mukwa Ndaba à celle de Tshinyambu. Selon le président de la société civile locale, cet affrontement a fait cinq blessés graves ainsi que cinq femmes violées et dix maisons incendiées. Il en appelle ainsi à l'intervention des autorités politiques et administratives pour apporter la résolution définitive à ce différend. Depuis l'éclatement de ce conflit, certaines sources de la société civile de Bambaie confirment que le marché commun de Kalala Mukwa Ndaba n'a pas encore repris ses activités comme auparavant.

Nord-Kivu : les jeunes de Masisi interpellent les députés sur les problèmes socio-sécuritaires. D'après Lwambo Mufuni, président de cette structure, il y a au moins 9 problèmes auxquels ces jeunes voudraient que les députés nationaux et provinciaux élus de Masisi puissent s'atteler pendant cette session parlementaire : « C'est entre autres, les conflits fonciers qui sévissent dans la zone de Bihira, de Kaniro et Lukofu et un peu partout dans le territoire ; il y a la problématique liée à l'insécurité due à la présence des groupes armés NDC, APCLS, UPDC dans la chefferie des Bashali, secteur Osso Banyungu, Secteur de Katoyi, la chefferie des Bahunde, précisément dans Ufamandu. Nous avons la problématique liée aux conflits miniers entre la SMB et la COPERAMA, à la base de plusieurs tueries et autres formes de violations des droits humains à Rubaya, nous avons la problématique liée au chômage des jeunes et manque d'une politique d'accompagnement de l'entrepreneuriat des jeunes. Mais aussi la problématique liée au mauvais état des routes de dessertes agricoles, à la base d'un sous-développement dans le territoire de Masisi. J'aimerais que les députés ramènent aussi les fils et filles de Masisi à participer à la gestion du territoire à tous les niveaux »

**Kinshasa : un lot de 440 bus Transco attendus.** Les responsables de la société Transco, confirment l'insuffisance des bus actuellement. Ils lient cette situation aux problèmes techniques et surtout, à la crise liée à la pandémie de la covid-19. Par ailleurs, ils rassurent que la situation va être décaissée avec l'arrivée d'un nouveau lot de 440 bus. Transco a été créé en 2013 sur l'initiative du gouvernement Matata Ponyo avec ses 500 bus au départ, cette société desservait 27 lignes à Kinshasa et 2 lignes interurbaines Kinshasa –Kikwit et Kinshasa –Matadi.

**Beni : Arrivée du Chef d'Etat-major général des Fardc.** Le général d'armée, est dans la zone pour une mission de visite d'inspection du commandement. C'est notamment pour se rendre compte de l'évolution des opérations lancées par l'armée depuis le 30 Novembre 2019 contre les ADF à Beni. Le général Célestin Mbala arrive pendant que des nouvelles tensions sont observées dans cette région, suite aux manifestations des jeunes contre l'insécurité et les tueries des civils.

**Nord-Kivu : la population dénonce les tracasseries à la barrière d'Irengeti.** Selon les témoignages recueillis par Radio Okapi, à ce poste de contrôle, les usagers de la route seraient continuellement tracassés. Les automobilistes sont sommés de payer 2 000FC et les motocyclistes 500 FC. Face à cette situation, le porte-parole de l'armée dans la région, le lieutenant Antony Mwalushayi, a promis de mener des enquêtes et interpeller si nécessaire ceux qui cherchent à ternir l'image de l'armée.

**Ituri : le CALCC condamne la milice FPIC qui prive d'eau dans plusieurs quartiers de Bunia.** Selon le président diocésain du Conseil de l'Apostolat des Laïcs Catholique du Congo (CALCC), le sabotage du réseau de canalisation d'eau de Ngongo, à Bunia, prive des milliers de personnes d'eau, notamment des personnes déplacées. Certains habitants, a-t-il indiqué, s'approvisionnent à présent dans les rivières en cette période où la ville connaît une augmentation des cas de Covid-19. Germain Mbukana recommande également aux autorités de restaurer la sécurité dans la zone affectée pour permettre aux techniciens de la régie de distribution d'eau de Ngongo de réparer cette panne.

**RDC-Angola : les reconduites à la frontière se feront désormais «dans le respect des droits de l'homme».** C'est l'une des résolutions prises lors de leur rencontre à Luanda le 14 septembre. Cette question de la reconduite à la frontière des immigrés illégaux est souvent revenue au-devant de l'actualité ces derniers mois avec les opérations d'expulsion menées par les forces de l'ordre angolaises. Plusieurs organisations de la société civile du Kasai ont souvent dénoncé les sévices corporels subis par les Congolais expulsés du territoire angolais. Les gouverneurs des provinces ont également décidé de la poursuite de la localisation et la matérialisation des bornes frontières pour la délimitation de leurs provinces.

**Tshopo : les personnes vivant avec handicap réclament des latrines adaptées dans les écoles.** Pendant trois jours soit du 14 au 16 septembre, ils ont réfléchi sur les problèmes les concernant afin de produire des recommandations à soumettre aux décideurs au niveau national. « Nous avons aussi recommandé au gouvernement de mettre de rampes au niveau des écoles, des infrastructures publiques. Au niveau de l'emploi, nous avons dit que les organisations et le gouvernement national puissent adapter aussi les offres d'emploi en disant par exemple que les candidatures des personnes vivant avec handicap sont à encouragées. Sur le plan environnemental, nous avons exigé qu'on puisse aussi adapter nos milieux, nos cités au profit des personnes vivant en situation d'handicap », a expliqué le Coordonnateur des personnes vivant avec handicap dans la province de la Tshopo. Sur le plan de la justice, les participants ont aussi recommandé au niveau des autorités qu'on puisse aussi affecter les interprètes pour les catégories des personnes sourdes au niveau des cours et tribunaux.

**La 2ème phase du projet du Fonds social pour la paix lancée à Goma.** A partir du 26 novembre, le Nord-Ubangi et le Kasai-Central vont pouvoir rejoindre le petit cercle des provinces bénéficiaires des activités du Fonds social de la RDC, réservées jadis aux seules provinces de l'Est, notamment le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. Le coordonnateur général du Fonds social de la RDC, Ruffin Bo-Elongo, indique que la présence des réfugiés a beaucoup joué pour la sélection de cinq provinces visées par le nouveau projet. Selon une présentation lors de l'atelier ad hoc, mercredi 16 septembre, le Kasai-Central va bénéficier d'environ 71 millions de dollars, et le Nord-Ubangi environ 93 millions sur les 445 millions libérés par la Banque mondiale pour cette deuxième phase de quatre ans. Lors de cette phase, le Fonds social de la République entend mettre particulièrement l'accent sur l'accès des communautés vulnérables aux moyens de subsistance et aux infrastructures de base comme les écoles, les centres de santé et l'accès à l'eau potable, selon le plafond de ses interventions.

**Sud-Kivu : environ 100 maisons endommagées lors d'une pluie à Kalehe et Walungu,** trois écoles détruites et des champs ravagés. A Walungu-Centre, selon la société civile, cette pluie a inondé les marais agricoles. A Mwenga, les dégâts de pluie de dimanche avait fait une cinquantaine de morts dans un puits minier. La société civile environnementale au Sud-Kivu propose une politique de reboisement pour limiter les dégâts de pluie dans cette province.

**Près de 70 groupes armés signent un cessez-le-feu à Murhesa.** Il s'agit de l'une de grandes résolutions de la réunion sécuritaire tenue du 14 au 16 septembre à Murhesa, dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu). Le ministre délégué à la défense nationale, Sylvain Mutombo, a indiqué que les deux parties ; à savoir : le gouvernement, d'une part, et les groupes armés, d'autre part, se sont convenus qu'il ne sera plus question de laisser les groupes armés intégrer l'armée sans adhérer au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion. Le brassage est un moment de grâce qui a ses limites, a renchéri le ministre Sylvain Mutombo, qui a représenté le gouvernement aux assises de Murhesa du 14 au 16 septembre.

**Nord-Kivu : la justice militaire récupère les deux armes ravies aux militaires Fardc par des jeunes à Oicha.** Selon des sources sécuritaires, c'est lundi dans l'après-midi que cinq personnes sont parties remettre ces deux armes au curé de cette paroisse. Le prêtre, va à son tour contacter l'administrateur adjoint du territoire de Beni pour l'informer de la situation. Les sources judiciaires précisent qu'un procès-verbal d'objets saisis a été élaboré lors de la récupération de ces deux armes.

Dans la nuit de dimanche à lundi 14 septembre, deux civils ont été tués par balles, cinq autres blessés et deux armes emportées au cours d'une altercation entre un groupe des jeunes et des éléments des forces de l'ordre au quartier Masosi à Oicha. Lundi, un militaire a été tué par les manifestants et son corps jeté dans une fosse septique.

**Bukavu : 4 agents de la santé aux arrêts.** Quatre agents de la division provinciale de la santé (DPS) sont mis en accusation pour détournement de plusieurs mois de la prime de risque destinée aux agents et personnel administratif de santé au Sud-Kivu. Selon les sources judiciaires, ce sont ces quatre personnes qui manipulent le salaire et la prime des infirmiers.

**Butembo : un convoi de World Vision tombe dans une embuscade à Kasiki-Miriki, un mort.** D'après l'autorité territoriale de Lubero, les assaillants ont ouvert le feu sur les victimes alors qu'elles revenaient d'une activité de distribution de vivres aux déplacés dans la zone de Kasiki, Miriki et Luofu. Des éléments Mai-Mai seraient les auteurs de cette attaque.

**Vendredi 18 septembre.**

**Nord-Kivu : un réseau d'escrocs tracasse la population à Mulekera (ONG CRDH).** « La Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH) est en train de s'insurger contre ce réseau d'escrocs qui se fait passer comme agents de renseignement de la commune de Mulekera, pour escroquer biens, téléphones et argent mais surtout tracasse des jeunes filles en leur posant des petites questions tendancieuses sur l'avortement criminel. La CRDH demande aux services de sécurité de traquer tous ces délinquants. Et la CRDH demande également aux jeunes filles victimes de dénoncer auprès des autorités compétentes afin que ce réseau puisse être démantelé », a indiqué Me Elie Kiyonga.

**La Cenco pour le vote des lois justes qui garantissent la tenue des élections.** Dans une déclaration publiée jeudi 17 septembre, la Cenco recommande aux élus de relayer effectivement les aspirations profondes du Peuple au changement et ne pas voter des lois qui ne rencontrent pas le bien du Peuple congolais. Elle recommande aux députés et sénateurs de se mettre réellement au service du Peuple qui a opté pour le changement, de gérer utilement le temps pour voter des lois qui promeuvent la démocratie plutôt que les intérêts partisans. « Dans cette perspective, la révision de la loi électorale en vue de la dépolitisation de la Ceni s'avère plus que nécessaire », rappellent les évêques catholiques, avant de poursuivre : « Veiller à ce que la majorité au Parlement n'abuse pas de sa supériorité numérique pour faire voter des lois peu favorables au progrès de la démocratie dans notre pays. Dans le même ordre d'idées, les Evêques, dans leur Déclaration Qui sème le vent récolte la tempête (cf. Osée 8, 7), de juin 2020, ont rappelé aux élus que la loi de la majorité n'est pas nécessairement synonyme de vérité ou de raison, ni garantie de cohésion sociale. Une majorité parlementaire, si légale soit-elle, perd sa légitimité quand elle est déconnectée des intérêts et du bien-être du Peuple ».

**Atundu Liongo appelle à l'apaisement au sein de la coalition FCC-CACH.** Le Front Commun pour le Congo (FCC) appelle ses partenaires de la coalition au pouvoir et toute la population à l'apaisement au moment où le pays traverse une crise économique et politique multiforme. Dans un point de presse tenu jeudi 17 septembre à Kinshasa, le communicateur de cette plateforme politique a demandé au Parlement de doter le gouvernement d'un budget conséquent afin de relever tous les défis auxquels il fait face. Il appelle les partenaires du CACH à se ressaisir, à reprendre leur place du parti au pouvoir.

**Haut-Katanga : enregistrement des femmes entrepreneures pour une formation en initiative personnelle.** Cette opération organisée par le Projet d'appui au développement des micros, petites et moyennes entreprises vise 8 500 femmes parmi lesquelles 1 800 seront sélectionnées pour y prendre part. « Cela consiste à identifier et à mettre dans la base des données un certain nombre des femmes qui vont participer à un module de formation spécifique de type psychologique pour le renforcement des capacités entrepreneuriale afin de donner aux femmes les moyens de s'autodéterminer lesquelles sont engagées dans les affaires de pouvoir faire face aux difficultés dans l'entrepreneuriat, mais aussi de s'orienter résolument vers le futur de sorte à pouvoir réussir dans l'entrepreneuriat. Les subventions qu'elles vont recevoir seront en nature ». Les autres femmes dans le cadre du projet PADMPME, qui veulent bénéficier des subventions en espèces, doivent participer au concours de plan d'affaires.

**Mini-sommet de Goma : Paul Kagame pour une rencontre physique qui pourrait être envisagée en 2021.** Le Président Paul Kagame voudrait privilégier une rencontre physique qui pourrait être envisagée en début d'année 2021. Il recommande un mini-sommet par visioconférence à une date à convenir par les parties concernées, compte tenu de la situation actuelle de covid-19. Cette réponse fait suite à la note verbale du ministère des Affaires étrangères de la RDC dans laquelle le dit ministère annonçait le mini-sommet de Goma par visioconférence ce 20 septembre.

**Mai-Ndombe : 15 000 enfants de 0 à 3 mois attendus à l'enregistrement à l'état civil.** L'enregistrement se fait avec l'appui financier de l'Unicef et la Cenco. Les 8 sites à travers le Mai-Ndombe sont Inongo, Kutu, Nioki, Oswe, Mushi,

Semendwa, Bokoro et Tolo. Déjà 2.039 enfants sont enregistrés dans les trois premiers mois du projet, renseigne le chargé de suivi du projet Enregistrement des naissances (EDN), Daudet Mondange Bopetola. L'enregistrement des enfants de cet âge est gratuit.

**Kinshasa : les habitants de Ngwele demandent le financement de l'Etat pour produire le riz pour les Congolais.** Cinq mille personnes vivant au site Ngwele, au quartier Kingabwa, dans la commune de Limete à Kinshasa, sollicitent un financement du gouvernement congolais pour améliorer leur site de production agricole. Ils vivent sur un terrain marécageux et exploitent cet espace d'une superficie de 80 hectares. D'après Christian Kimputu l'un des exploitants du site, la production notamment du riz de Ngwele peut couvrir les besoins des millions de Congolais.

**Kongo-Central : les détenus de la prison de Songololo autorisés à cultiver la terre pour assurer leur autosuffisance alimentaire.** Ces prisonniers sous-alimentés ont la peau sur les os. Ils sont frappés par la tuberculose et la malnutrition qui tuent régulièrement dans ce centre de détention. Pour remédier à cette situation écœurante et y trouver une solution durable, les ayants-droits fonciers de Songololo ont mis à la disposition des détenus sept hectares de leurs terres. Sur ces terres, les prisonniers vont pratiquer dès la semaine prochaine les cultures maraîchères et vivrières.

**Insécurité à Rutshuru : la société civile exige la réévaluation des opérations militaires.** Cette requête est consécutive à la persistance de l'insécurité dans le territoire de Rutshuru. Le président de la société civile, affirme qu'il s'inquiète de la montée de cas des kidnappings, des meurtres, d'assassinats des civils, viols et autres atrocités contre des civils. Et c'est, en dépit des opérations en cours dans le territoire. «Au niveau de la société civile, nous pensons qu'il est important qu'on fasse une évaluation de ces opérations pour pouvoir voir pourquoi toutes ces opérations-là ne permettent pas la sécurisation de notre population », se plaint Jean-Claude Bambanze.

**Ituri : le lancement de l'opération de désarmement des miliciens du FRPI interviendra le 30 septembre à Walendu Bindu.** Le responsable du STAREC en Ituri, Jean Marc Mazio, précise que cette phase va durer deux mois et sera suivie de l'étape de réinsertion communautaire des ex-combattants qui vont choisir la vie civile. Il ajoute qu'un compromis a été trouvé entre les deux parties sur les questions entre autres d'amnistie et de grades.

**Ituri : une ONG signale la présence des soldats Ougandais à Zolo,** en chefferie de Warpallar, dans le territoire de Mahagi (Ituri). Selon l'ONG de défense des droits de l'homme Collectif Sauvons le Congo, ces militaires qui étaient à bord de deux véhicules ont progressé à l'intérieur du pays et se sont dissimulés dans certaines localités. Les deux camions sont retournés vides en Ouganda après quelques heures. Pour certains, ils seraient venus appuyer la milice Codeco qui est active en Ituri.

**Nord-Kivu : la route Mbau-Kamango toujours interdite à la population.** « Jusqu'aujourd'hui, l'armée Fardc et le secteur opérationnel Sokola 1 grand Nord n'ont jamais autorisé l'utilisation de cette route par la population de Beni. Il y a l'insécurité, il y a des travaux qui se font sur place par notre génie militaire et aussi il y a des opérations de lutte contre des ADF qui sont engagés chaque jour sur la route Mbau-Kamango. Jusqu'aujourd'hui, la mesure n'est pas encore levée. Et ce n'est pas l'armée qui doit communiquer pour lever cette mesure. Il appartient à l'autorité politique provinciale qui va se prononcer en consultation bien sûr avec l'armée parce qu'il y a toujours communication permanente entre l'armée et les autorités politiques », a déclaré le porte-parole des Fardc.

**Beni : 75 femmes victimes des violences sexuelles réinsérées dans la communauté.** Elles ont reçu des brevets de formation et des kits de réinsertion sociale jeudi 17 septembre, au cours d'une cérémonie à Beni. Pour ces femmes jadis considérées comme victimes ce jour est un nouveau jour qui annonce leurs autonomies et leur indépendance. «Heal Africa et ses partenaires à travers le projet Prévention et Réponse aux violences basées sur le genre et le fonds social de la RDC ont résolu notre problème et viennent de mettre un projecteur dans le boulevard de nos vies », se réjouit l'une des bénéficiaires. L'ONG Heal Africa a formé pendant 12 mois ces femmes dans les domaines de coupe et couture, coiffure, esthétique et poterie et art.

Ce projet de Heal Africa est financé par la Banque Mondiale à travers le Fonds social de la RDC.

**Coronavirus au Nord-Kivu : résistance des malades de la prison de Kakwangura au traitement.** Malgré la mise en place d'une commission spéciale anti-covid dans cette prison par l'autorité urbaine, les conditions de prise en charge des malades restent un grand défi. Le Chef d'antenne intérimaire à la Division provinciale de la Santé au Nord-Kivu cite entre autres le manque de kits d'isolement et de traitement, l'insuffisance alimentaire et la résistance des malades face au traitement. Ces derniers sont dans le déni et refusent d'être considérés comme tels. De son côté, l'unité pénitentiaire de la Monusco sollicite une prise en charge systématique de tous les détenus vue la promiscuité au sein de cette prison.

**Les notables du Kasai-Oriental pour une aide humanitaire urgente dans le territoire de Katanda.** Des milliers des personnes vivent là-bas à la belle étoile, sans assistance depuis les tensions en août dernier, dans ce territoire situé à plus ou moins 60 km de Mbuji-Mayi. Alexis Mutanda, ancien député du Kasai-Oriental a prévenu que pendant cette période où la pandémie de covid-19 décime les populations entières, et à l'approche de la saison pluvieuse dans ce milieu, les dangers risquent de s'aggraver pour ces habitants. Selon M. Mutanda, les tensions entre les communautés dans le territoire de Katanda datent de l'époque coloniale, et sont toujours encouragées les trente dernières années par les politiciens.

**Tanganyika : la Monusco met à la disposition de la population de Bendera une série de projets à impacts rapides.** Ces projets qui ont été exécutés par les casques bleus indonésiens comportent un monument, un tronçon routier, un terrain de football ainsi qu'un projet de culture maraichère.

**Le mini-sommet des chefs d'Etat et de gouvernement renvoyé à une date ultérieure.** En raison des contraintes liées à la pandémie de la Covid-19, le mini-sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, qui devait avoir lieu le 20 septembre à Goma, est reporté à une date ultérieure. Le format et la date convenus seront communiqués dans les prochains jours.

**Matadi: les responsables des centres de santé dénoncent les tracasseries financières dont elles sont victimes,** de la part de la police judiciaire de Matadi. D'après certains d'entre eux, ces officiers de la police judiciaire leur exigent de payer la somme de 200 mille Fc (200 USD), sous prétexte que ces centres de santé travaillent sans permis. Le médecin chef de zone de santé de Matadi, le docteur Goethe Makindu dénonce cette démarche. Il précise que contrôler un centre de santé ne fait pas partie des prérogatives de la police judiciaire.

**Bukavu : l'ASBL CCF dénonce les tracasseries dont sont victimes les femmes exerçant le petit commerce transfrontalier.** L'ASBL Célébrons le courage de la Femme (CCF) plaide pour que des femmes exerçant le petit commerce transfrontalier entre la RDC et le Rwanda puissent exercer librement leurs activités. Pour cette structure, il faut épargner ces femmes contre les tracasseries administratives qu'elles rencontrent au niveau des frontières ainsi que dans les marchés. La structure dénonce aussi « une attitude inamicale du côté soit du Rwanda et du Burundi vis-à-vis des Congolaises ».

**Kananga : des blessés lors d'une manifestation des rapatriés d'Angola.** 300 personnes se présentant comme des retournés d'Angola, ont organisé une manifestation devant le Bureau du HCR à Kananga. La police a été déployée pour les encadrer. Huit représentants ont été conviés à une réunion au gouvernorat. A l'issue de la rencontre, les autorités leur ont exigé de quitter les lieux, ils n'ont pas voulu obligeant la police à intervenir pour les disperser à coups de gaz lacrymogènes. Ils ont riposté par jets de pierres. Parmi eux, une femme aurait perdu conscience et a été admise aux soins. Quatre policiers ont aussi été légèrement blessés. Deux manifestants interpellés par la PNC ont été par la suite relâchés.

**Equateur: le ministère de l'environnement invite les autorités locales à accompagner les communautés dans les projets de foresterie.** C'était à l'occasion de la mise en place, jeudi 17 septembre à Mbandaka, du comité de pilotage du projet intégré REDD+ à l'Equateur, après un atelier de trois jours d'échange sur la gestion participative et les bonnes pratiques dans la foresterie communautaire à l'Equateur. Selon le secrétaire général du ministère de l'environnement et développement durable, Benjamin Toirambe, le bien-être des populations rurales passe par la réussite de la foresterie communautaire qui vise à réduire la pauvreté en milieu rural. Il invite ces acteurs de développement à jouer le rôle d'accompagnateur en vue de l'appropriation du projet par les bénéficiaires. La foresterie communautaire est une responsabilisation des communautés locales ou des peuples autochtones dans la gestion des espaces forestiers et de leurs ressources. En RDC, elle est réglementée par des textes juridiques précis prévoyant la participation des communautés locales.

**Samedi 19 septembre.**

**OGEFREM : le DG Patient Sayiba libéré.** Le directeur général de l'Office de gestion du fret multimodal (OGEFREM), Patient Sayiba, a été placé le 14 septembre dans la soirée en garde à vue par la Brigade criminelle de la Police judiciaire des parquets. Patient Sayiba était auditionné sur deux faits : le contrat du port sec de Kasumbalesa et des présumées malversations financières en rapport avec le mandat spécial de la Fiche électronique des renseignements à l'importation (FERI). Les agents de l'Office de gestion du Fret multimodal (OGEFREM) ont jugé cette arrestation illégale et avaient arrêté le travail depuis le 15 septembre. Cette grève a entraîné déjà quelques conséquences dans le circuit de l'importation et exportation de la marchandise en province, dénonce l'Association congolaise de commissionnaires agréés en douane (ACCAD) Nord-Kivu. Selon son président, un blocage s'observe dans le système de dédouanement, d'import et export. Ce qui asphyxie, du coup, le flux économique du pays en général et les recettes du trésor public en pâtissent.

**Le gouvernement instruit la justice d'engager des poursuites à l'égard des auteurs des propos au relent tribaliste,** dans les médias privés et les réseaux sociaux principalement à l'égard des acteurs politiques. Dans son point d'information, le ministre de l'Intérieur a fait état de l'exacerbation de la population à la suite de ces propos.

**Félix Tshisekedi informe le gouvernement des actions immédiates à mettre en œuvre pour accéder aux facilités de crédit du FMI.** Ces actions sont les suivantes : la gouvernance de la Banque Centrale du Congo ; la transparence dans le secteur des mines ; la présentation d'un budget réaliste. Le Président de la République a chargé le Premier ministre, de s'assurer que les initiatives prises par les Institutions et les ministères sectoriels concernés concourent à la réalisation de cet objectif, poursuit le compte rendu. David-Jolino Makelele, porte-parole du Gouvernement renseigne aussi que le Président de la République a fait part au Conseil des ministres de la situation de plus en plus dangereuse pour les fermes et pour les animaux à cause de la grande concentration du gaz carbonique dans le Golf de Kabuno (Nord-Kivu). Face à ce danger, le Conseil des ministres a décidé que le ministre des Hydrocarbures ainsi que les ministres du Budget et des Finances prennent toutes les dispositions pour le dégazage à grande échelle du Golf de Kabuno avant la fin de l'année en cours.

**Bunia : échange entre Monusco et les leaders de la jeunesse pour la promotion de la paix en Ituri.** Les échanges ont abordé la situation de l'insécurité dans les différents territoires de l'Ituri et les tensions communautaires. L'objectif de cette rencontre était de sensibiliser la jeunesse à s'impliquer pour faire face aux défis sécuritaires. Ces jeunes dont la plupart occupent des postes de responsabilité dans leurs entités respectives promettent de s'impliquer activement pour la recherche de la paix en Ituri.

**Le nouvel évêque de Kabinda sera intronisé le 27 septembre.** Mgr Ntambue est arrivé vendredi 18 septembre à Mbuji-Mayi et a été accueilli à l'aéroport de Bipemba, par l'évêque du diocèse de Mbuji-Mayi, Mgr Emmanuel Bernard Kasanda. Au cours d'une célébration eucharistique à la cathédrale Saint Jean Baptiste de Bonzola, Mgr Kasanda a encouragé son homologue du diocèse de Kabinda à persévérer dans la nouvelle vie, celle d'encadrer les brebis de Dieu.

**Sud-Kivu : création d'un nouveau groupe armé dénommé République du Kivu, dans le groupement d'Irhambi-Katana,** dans le territoire de Kabare. Ce groupe opère aux alentours du Parc National de Kahuzi-Biega. Les membres de ce groupe insécurisent déjà la population. Ils rançonnent notamment les habitants qui se rendent aux champs. Une information confirmée par Thadée Miderho, administrateur de territoire de Kabare.

**Nord-Kivu : 4 Mai-Mai tués par la population en territoire de Lubero.** L'un des infortunés, reconnu dans la région comme leader de ce groupe Mai-Mai avait agressé un habitant du village. Pris de colère, les habitants de Vinjo ont profité de ce malentendu pour régler les comptes à ces miliciens qui font la loi dans la zone depuis plusieurs mois. Ces quatre Mai-Mai dont leur leader Naboti ont été lapidés et n'ont pas survécu aux coups assenés. Ce groupe Mai-Mai s'illustrait dans des cas de viol sur des femmes, imposaient des patrouilles nocturnes et bien d'autres exactions.

**Au moins 176 Congolais arrêtés au Burundi pour avoir franchi clandestinement la frontière.** En fait la frontière commune RDC-Burundi est fermée en raison du Covid-19. Beaucoup parmi les petits commerçants qui franchissent clandestinement la frontière par la rivière Ruzizi, dans la plaine de la Ruzizi, sont arrêtés de l'autre côté au Burundi. Le chef commercial du bureau de Comesa à Uvira et membre du comité des commerçants transfrontaliers, indique que 31 Congolais ont été arrêtés dans la commune Buganda et 145 dans la commune Rugombo, au Burundi. Il s'agit des Congolais qui ont réussi à franchir la frontière, certains en complicité avec des Burundais.

**Dimanche 20 septembre.**

**Des hommes armés tuent deux gardes du parc de la RFO.** Deux gardes du parc ont été tués et quelques armes et munitions emportées la nuit vendredi à samedi 19 septembre par un groupe d'hommes armés non identifiés, lors d'une attaque d'une position de ces gardes du parc de la Réserve de faune à Okapis (RFO), à Adusa à 120 kms de Mambasa-centre (Ituri) sur la route nationale numéro 4. Selon la société civile de Bandegaido, les Fardc venues en renfort poursuivent ces inciviques. Le trafic a été suspendu momentanément sur ce tronçon à la suite des opérations militaires en cours, ajoute-t-elle. Certains éléments de la garde du parc étaient installés à leur poste de contrôle à Adusa à 7 kms de Bandegaido dans le territoire de Mambasa. Ils ont été surpris par des tirs nourris vers 19 heures d'hommes armés non identifiés. L'un des gardes du parc est mort sur place et un autre a succombé à ses blessures par la suite.

**Retrait progressif de la Monusco : les administrations provinciales du Maniema héritent du matériel.** Dans le cadre de la fermeture du bureau permanent de la Monusco/Kindu, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, Leila



Zerrougui, a autorisé le transfert des équipements de la mission onusienne aux administrations, qui contribuent à la réalisation de son mandat. Il s'agit des ministères provinciaux de la santé, de l'intérieur et de la justice ainsi que du parquet général de Kindu. Chacune d'elles a reçu un véhicule. Le bureau de la Monusco Sud-Kivu et Maniema, la société civile et les partenaires de la justice militaire ont reçu également des meubles. Les équipements de manutention ont été remis à la Régie des voies aériennes (RVA), a confirmé Karna Soro, chef de bureau Monusco Sud-Kivu et Maniema.

**Plusieurs quartiers de Bunia toujours privés d'eau.** Trois techniciens du réseau de distribution d'eau de Ngongo ont été kidnappés depuis vendredi 18 septembre par les miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) au village qui porte le même nom à environ 16 kms de Bunia (Ituri). Ces agents effectuaient des travaux de raccordement de tuyauterie de cette régie, qui a été sabotée lundi dernier par cette milice. Conséquences : des milliers d'habitants de différents quartiers de la ville de Bunia sont toujours privés d'eau potable. Depuis quelques jours, certains quartiers de Bunia - notamment Ngezi, Bakoko, Mudzipela - ne sont plus desservis en eau du réseau Ngongo, dont les tuyaux avaient été détruits par les miliciens de la FPIC.

**Kwilu : la société civile de Bagata dénonce les tracasseries policières à Bonkulu.** Les policiers de circulation routière commis à ce poste exigent la somme de 3000 Fc à tout usager de la route ayant une moto à cet endroit. Elle appelle les autorités provinciales et de la ville de Bandundu à instruire ces éléments de la PNC, afin qu'ils cessent de tracasser les paisibles citoyens. Le coordonnateur de la société civile de Bagata, demande aux autorités compétentes de rappeler à l'ordre ces policiers de circulation routière commis au poste du village Bonkulu, qui tracassent les usagers de la route.

**Mbuji-Mayi : baisse du prix de carburant.** Le litre d'essence est passé de 2400 Fc à 2200 Fc à la pompe, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental). Cependant, cette baisse n'a pas du tout bougé le prix de transport en commun. « Le prix du carburant a baissé, parce qu'il y a eu plusieurs entrées. La SNCC, a fait venir plusieurs convois contenant des citernes de carburant. Presque tous les dépôts sont remplis. Comme nous venons de sortir de la saison sèche, les camions peuvent aussi ravitailler régulièrement la province du Kasaï-Oriental par la route».

**Lubero : trois milices sèment la terreur dans le secteur de Bapere.** Il s'agit de de l'Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC), du Rassemblement national lumumbiste (RNL) et Congo Ebebi, qui s'acharnent sur la population. La même source dit avoir dénombré plusieurs cas d'enlèvements et d'intimidation envers les activistes, mais aussi les journalistes de la région. Le dernier cas d'intimidation date du samedi dernier, où un élément du groupe Mai-Mai Congo Ebebi a fait irruption dans les installations de la Radio du Peuple pour son Education (RPE) de Njiapanda pour intimider les journalistes, expliquent des sources locales. Selon la société civile, ce même groupe a enlevé le weekend dernier un cultivateur et habitant de Njiapanda, qui reste toujours porté disparu. Ces groupes armés imposent des travaux forcés, perçoivent des taxes illégales auprès de la population et volent du bétail.

**Kinshasa : la prolifération des stations-services inquiète.** Le collectif contre la vie chère et la défense des droits des consommateurs s'inquiète de la prolifération ce derniers temps des stations-services à Kinshasa, sans respect des normes et conditions fixées par la loi. Le président de ce collectif, a alerté les autorités du pays sur le danger que présentent ces stations des distributions des produits pétroliers en construction à côté des habitations, des écoles, et autres lieux de culte. Il demande l'annulation pure et simple des permis de construction de ces nouvelles stations en vue de préserver les populations riveraines.

Lundi 21 septembre.

Plus de 133 000 agents fictifs et 43 000 doublons bénéficient indûment de la paie des fonctionnaires. Des sources proches de la police judiciaire font des révélations sur les présumés détournements des salaires opérés par manque d'un système de bancarisation efficace depuis le mois d'août 2011 jusqu'à ce jour. Les agents de l'administration publique, du Président de la République jusqu'au dernier huissier, sont estimés à environ 1 138 000 fonctionnaires. Ces chiffres, avancent-elles, ne reflètent pas la réalité. Les vrais effectifs ne sont jamais maîtrisés malgré les recensements réguliers. Ce qui cause un manque à gagner considérable au trésor public. Depuis le mois d'août 2011, sept mille milliards des francs congolais ont été détournés chaque mois des salaires des fonctionnaires. Les enquêteurs allèguent que l'argent détourné a été partagé entre 50 personnes, agents et officiels impliqués dans la chaîne de paiement avec la complicité de certains responsables de la Banque centrale du Congo et des banques commerciales. Enfin dans le cadre du suivi de la bancarisation, le comité qui en assure le contrôle et l'encadrement afin d'élaguer les doublons et les fictifs n'est pas non plus sans reproche. Ses responsables défalqueraient l'équivalent de 3,6 \$ sur la paie de chaque fonctionnaire.

**Ituri : des tirs nourris d'armes, entendus à Bunia.** Selon les témoignages de certains habitants, des échanges de tirs ont été entendus dans certains quartiers de Bunia, dont Sukisa et Bankoko. Ces tirs nourris ont réveillé les habitants dans leur sommeil. Tous étaient aux aguets pour se sauver, croyant à une nouvelle incursion des miliciens de la Codeco ou même de la Force de résistance patriotique (FRPI) qui sont signalés aux alentours de la ville. D'après la police, ces coups de feu ont été tirés par un bandit au quartier Sukisa et deux militaires au quartier Bankoko. Tous ont été maîtrisés par les éléments de la police.

**Journée mondiale de la paix à Goma : des jeunes réfléchissent sur le thème « Façonner la paix ensemble ».** Au cours de cette manifestation, ils ont lancé des messages sur la paix à travers des poèmes, des déclarations et autres activités culturelles. Parmi les messages adressés aux autorités, on peut noter celui ayant trait au retour de la paix au Nord et Sud-Kivu, en Ituri et partout en RDC.

**Ituri : les déplacés de Djugu retournent progressivement dans leurs villages d'origine.** Le retour de la population est observé dans presque tous les secteurs et chefferies qui étaient affectés par les atrocités de la milice Codeco. Il s'agit notamment des villages de Sumbuso, Blukwa et Drodoro en chefferie de Bahema Nord; Dala en secteur de Ndo Okebu; Jina dans Bahema Baguru, Mabanga dans Mambisa et Dema et ses environs dans Walendu Pitsi. Le président de cette société civile, indique que les déplacés qui sont encore dans les sites se rendent dans leurs champs pour chercher des vivres sans être inquiétés. Cependant, il déplore des extorsions des biens de la population par ces miliciens qui sont regroupés dans certains villages. Ce qui empêche d'autres personnes de regagner leurs milieux d'origine.

**Nord-Kivu : 11 morts dans une attaque des ADF à Mbau.** Selon le chef de village de Vemba-Mavivi, un militaire Farde et dix civils ont été tués dans cette attaque et le petit bétail emporté par ces bandits inciviques. Une dizaine de civils sont portés disparus dont deux femmes qui ont pu s'échapper ce lundi matin. Les rebelles, après leurs forfaits, auraient pris la direction du village Abukanyira vers la partie ouest de la route nationale numéro 4.

**Ituri : la FRPI exige des garanties pour le désarmement officiel de ses hommes prévu le 30 septembre.** Le leader du groupe armé la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), exige des garanties pour l'amnistie et les grades. Cette position inquiète la population d'Irumu qui craint que ce processus ne puisse capoter. Contacté, le responsable du STAREC en Ituri, rassure que cela ne remet pas en cause ce processus de paix qui est très avancé au regard des réponses du gouvernement au cahier de charges de ce groupe armé.

**Kasaï : il y a une «accalmie» mais pas encore une «paix véritable», estime l'ONG TDH.** « La paix est un processus qui se construit. Nous avons recouvert l'accalmie mais il faut y travailler sérieusement pour atteindre une véritable paix, parce que ceux qui se sont battus sont en train de revendiquer chaque jour des réparations. Il y en a même qui demande que la justice intervienne », explique le responsable de l'ONG TDH. D'après lui, même lorsque le Kasaï était «réputé être une oasis de paix», les «piliers qui sous-tendent la paix n'étaient pas solides». Il cite notamment la pauvreté, le chômage des jeunes et les conflits de terres comme les principales menaces à la paix.

**Butembo : la Commission diocésaine justice et paix invite Felix Tshisekedi à restaurer l'autorité de l'Etat.** « Le premier grand défi, c'est d'abord la restauration de l'autorité de l'Etat par la bonne gouvernance. La justice ne fait pas encore son travail. Les gens sont arrêtés mais aucun procès. Il faut qu'on le fasse. (...) Les Mai-Mai, NDC (Nduma Defense of Congo), Mazembe, etc. Qu'est-ce qu'on en fait. Je dirai aussi la complicité locale. Autant d'éléments pour moi que je demanderai qu'on reconsidère en état pour faire une évaluation globale sans complaisance et que les responsabilités soient dégagées et établies. », a déclaré l'abbé Aurélien Rukwata, directeur de la Commission diocésaine justice et paix .

**Haut-Katanga : les sociétés de gardiennage interdites d'utiliser les matériels s'apparentant à ceux de la police.** Dans un entretien à Radio Okapi, le commissaire provincial de la police interdit tout port des tenues et tout usage des matériels qui s'apparentent à ceux des forces de l'ordre, par ces sociétés. En outre, le général Louis Second Karawa fustige, l'exploitation des policiers par certaines de ces sociétés dans l'accomplissement de leurs tâches. En terme claire indique-t-il, la police ne peut jamais être une sous-traitance de ces sociétés de gardiennage. Tout en reconnaissant que ces dernières contribuent aussi à la sécurité de la ville, il les appelle néanmoins à collaborer avec la police nationale dont la mission est la sécurité des personnes et de leurs biens. Et ces sociétés ne doivent aucunement entretenir des lieux de détention.

**Kananga : la communauté musulmane apporte un repas aux détenus de la prison centrale.** La communauté musulmane Ahmadiyya a distribué, le week-end dernier, un repas chaud à plus de six cents détenus de la prison centrale de Kananga. Le missionnaire de cette organisation explique que ce don s'inscrit dans le cadre de leur tradition, basée sur la

crainte de l'Éternel et l'assistance aux vulnérables. Ce geste caritatif a été salué par le directeur de cette maison carcérale, estimant qu'il vient répondre à la rareté de nourriture que décrivent ces derniers temps certaines maisons carcérales.

**Beni : des jeunes exigent des sanctions contre les auteurs des crimes commis dans l'Est de la RDC.** En marge de la journée internationale de la paix célébrée le 21 septembre de chaque année, les Jeunes patriotes pour le changement (J.P.C) ont organisé une conférence sur la paix, dimanche 20 septembre, à l'Université officielle de Ruwenzori à Butembo (Nord-Kivu) sur le thème : « Les crimes de l'Est ne peuvent pas passer inaperçus. » et ils appellent tous les Congolais à l'union, afin de dénoncer les exactions commises dans l'Est du pays. Ils prévoient également de lancer une pétition à travers la République pour exiger que la justice soit faite sur tous les crimes commis dans l'Est, particulièrement dans la région de Beni.

**Radio Okapi célèbre la journée internationale de la paix à l'UCC.** A Kinshasa, Radio Okapi, à travers le magazine « Okapi Service », a produit une émission grand public, le samedi 19 septembre dans la salle de promotion de l'Université catholique au Congo (UCC). Plusieurs personnalités ont pris part à ce grand rendez-vous. Le représentant pays de l'UNESCO a soutenu que les principes de la paix se basaient sur les notions de la tolérance et de l'absence de violences entre les citoyens. Selon le directeur de l'Institut de recherche en géopolitique et d'études stratégiques, Rigobert Kabwita, la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs africains passe par l'implication de tous les acteurs concernés par ces conflits armés.

**Mardi 22 septembre.**

« **On peut obtenir beaucoup mieux par la paix** » (**Leila Zerrougui**). A l'occasion de la Journée mondiale de la paix, Mme Leila Zerrougui lance aux Congolais un appel à la stabilité : « Je dis aux Congolais que cela fait des décennies qu'ils vivent, du moins dans plusieurs parties de ce pays, dans les tensions et certains, dans les conflits, la violence qui affectent beaucoup de Congolais. Je leur dis, on peut obtenir beaucoup mieux par la paix, par la négociation, par la réconciliation que si on utilise d'autres moyens ». La paix, selon elle, commence au foyer, dans les rapports entre les parents et les enfants.

**Une militante congolaise des droits humains lauréate régionale pour l'Afrique de la distinction Nansen du HCR.** Agée de 49 ans, Françoise Sabuni Chikunda est arrivée sur le site de réfugiés de Nakivale, en Ouganda, il y a trois ans. Pour les centaines de femmes vivant sur le site qui ont subi des violences sexuelles et sexistes, elle est leur conseillère et leur confidente. « Je veux les aider à oublier les problèmes qu'elles ont connus pour qu'elles puissent démarrer une nouvelle vie », a expliqué Françoise Sabuni Chikunda au HCR. Pendant le génocide de 1994 au Rwanda, elle a survécu à une attaque brutale. Elle a ensuite enduré la violence, la torture et le viol de la part de miliciens armés qui l'ont enlevée et réduite en esclavage pendant des années dans son pays natal, la RDC. « J'ai subi beaucoup de choses.... J'ai perdu ma maison, ma famille, mon travail... tout », dit-elle. « J'ai été violée plusieurs fois. Mon mari et mes quatre enfants ont été assassinés. » Son propre calvaire l'a conduite à se rapprocher d'autres victimes de violence, en commençant par un groupe de seulement 10 femmes qui se rencontraient chez elle. Elles partageaient leurs expériences et se concentraient surtout sur les mesures qu'elles devaient prendre pour refaire leur vie. Son travail est soutenu par le HCR, par l'intermédiaire de son organisation partenaire, le Conseil américain pour les réfugiés, qui a fourni un espace à Françoise pour installer le centre pour femmes de Kabazana en 2018. Depuis sa création, plus de 1.000 femmes y ont bénéficié d'une formation à diverses activités génératrices de revenus, comme la couture, la cuisine, l'artisanat, la coiffure et l'agriculture.

**Le Premier ministre lance les travaux du Forum sur la performance dans la gouvernance de la Nation.** Ce Forum initié par l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), l'Agence de prévention de lutte contre la corruption (APLC), et la Coordination pour le changement climatique (CCM), avec l'appui de la Présidence de la République, va se clôturer le jeudi 24 septembre prochain. Le Premier Ministre a confirmé, dans son mot d'ouverture, qu'au niveau de son gouvernement et de toutes les autres structures étatiques, l'exigence de la performance dans la gouvernance de la Nation ne se négocie guère. Elle se décline en la responsabilité des ministres ainsi que des animateurs des institutions publiques, et dans le suivi proactif de leur performance dans la mise en œuvre de la politique définie par le Gouvernement de la République. « La démocratie, c'est quand un membre de la société civile peut librement exprimer ses critiques. La démocratie, c'est quand un commis de l'État, quel que soit son rang, place l'intérêt général au-dessus de toute autre considération personnelle. Cela s'appelle tout simplement le respect de l'éthique de responsabilité », a déclaré le Premier ministre, Ilunga Ilunkamba. Il espère donc que les travaux de ces assises vont déboucher sur des recommandations susceptibles d'aider le Gouvernement central à accroître les ressources publiques.

**Nord-Kivu : le déplacement de Félix Tshisekedi à Goma annulé.** Des sources proches de la Présidence renseignent que l'agenda du chef de l'État ne permet plus ce déplacement tel que prévu.

**Kwango : la famille du militant de la Lucha porté disparu à Kenge demande l'ouverture d'une enquête.** D'après le grand-frère, Jacques Mulekeshi, Ben, porté disparu depuis le 19 août, luttait pour la démocratie et sa lutte n'était pas pour sa famille seule, mais pour tout le monde. Il demande ainsi à la justice de tout faire pour retrouver Ben Benoit Kabey.

**Meurtre de 11 personnes à Mbau : l'armée demande à la population de ne pas jouer le jeu des ADF.** Le porte-parole de l'armée dans la partie grand Nord, il faut réunir les efforts et les idées pour que dans l'unité, l'ennemi soit définitivement vaincu : « Ça sera une faute grave si nous nous mettons à nous entre accuser, si nous nous mettons à nous chamailler entre nous parce que ça va faire le jeu de l'ennemi et c'est ce que l'ennemi veut. Mais, nous devons rester ensemble, nous parler, nous corriger puis affronter l'ennemi qui est en face de nous au lieu de chaque jour s'entre accuser mutuellement. »

**Gemena : marche des avocats du barreau du Sud-Ubangi pour la nomination des juges et magistrats.** Dans leur mémorandum adressé au Président du Conseil supérieur de la magistrature, ils déplorent la carence des magistrats et des juges. Depuis des années, les affaires traînent, puisque les cours et tribunaux ne peuvent pas siéger. Cette carence occasionne aussi l'enlisement des conflits au point que les justiciables font couramment recours à la justice populaire. Depuis leur installation (5 ans), les Tribunaux de paix de Budjala, Kungu, Libenge et Zongo n'ont jamais fonctionné faute des juges et magistrats.

**Journée de la biodiversité : l'antilope rouge, le serpent, les hippopotames et les perroquets sont les plus menacés au Kwilu** Selon le chef de bureau de l'information à la division provinciale de l'environnement et développement rural au Bandundu, Malonga Kulibali, cette disparition est consécutive aux menaces que subissent les forêts dans cette province par les populations qui font le braconnage. Il appelle l'Etat à éradiquer le phénomène braconnage afin de conserver ces espèces.

**Nord-Kivu : 2 morts et un centre de santé incendié lors d'une attaque des ADF à Musuku.** Selon la société civile, l'attaque attribuée aux ADF dans le village Musuku est intervenue vers 12 h locales. Ces rebelles ont tué deux personnes, notamment un homme et une femme avant de piller une dizaine de boutiques et incendier le centre de santé. Dans son communiqué de presse publié lundi 21 septembre, le CEPADHO donne un chiffre de 902 personnes tuées par les ADF depuis le lancement des opérations militaires contre ce mouvement rebelle ougandais.

**Coronavirus au Sud-Kivu : le PNUD débloque 28 000 USD pour des dispositifs de lavage des mains.** Ces kits seront placés devant les entrées principales des marchés Central de Kadutu et de Panzi à Kamagema. « Le PNUD participe aux travaux de la Commission socio-économique du comité multi sectoriel du comité provincial de lutte contre la Covid-19 et en tant que tel nous sommes partie prenante aux actions de la commission pour limiter les dégâts après cette pandémie. C'est dans ce cadre que la commission a identifié les marchés comme les seuls endroits publics qui n'étaient pas fermés pendant qu'on a confiné tous les autres lieux publics », a déclaré le chef de bureau PNUD/Bukavu, Pierre Gusira Lungundu. Pour lui, la particularité de ce projet est de sécuriser les vendeurs et les acheteurs sur les marchés.

**Ituri : Thomas Lubanga appelle les groupes armés à déposer les armes.** Le président du parti de l'opposition, Union des patriotes congolais (UPC) et ancien seigneur de guerre de l'Ituri, Thomas Lubanga, a lancé cet appel lundi 21 septembre au cours d'un point de presse à Bunia. Il a déploré les tueries perpétrées par ces milices avec comme conséquences le déplacement massif des populations qui vivent dans des conditions difficiles. Thomas Lubanga estime que l'Ituri n'a pas changé après 17 ans, le temps qu'il a passé en prison et qui selon lui n'a pas servi de leçons aux leaders de ces groupes armés.

**Sud-Kivu: les jeunes de Kamituga exigent la visite d'une délégation du gouvernement central,** pour se rendre compte de la situation réelle sur place après l'effondrement d'une mine d'or, qui a causé la mort d'une cinquantaine de personnes le 11 septembre. Ce mouvement citoyen « Elite intellectuelle réveillons-nous » a organisé une marche pacifique lundi 21 septembre sur l'artère principale de la ville. Dans leur mémorandum, les manifestants souhaitent jouir du même traitement accordé aux victimes des catastrophes survenues antérieurement à Uvira et à Kalehe.

**Butembo : la radio RPE émet de nouveau après deux jours d'interruption.** La radio émettant dans la commune rurale de Ndjanda a relancé son signal après deux jours de suspension de programmes. Elle protestait contre l'intrusion d'un rebelle Maï-Maï, samedi 19 septembre, dans la rédaction de la RPE, en intimidant les journalistes pour venger la mort de quatre Maï-Maï tués par la population la veille. Au cours de cette rencontre - qui a réuni les leaders communautaires, les représentants de trois radios de l'Axe Butembo-Mangurejipa, et le comité local de sécurité - le collectif des médias a dénoncé les menaces des groupes armés envers les journalistes et a condamné la passivité des autorités devant les Maï-Maï. Le fonctionnaire délégué du gouverneur, Julio Monga Mabanga qui a facilité ce dialogue, assure que toutes les mesures

seront prises pour sécuriser les journalistes. Il a ainsi appelé les autorités à garantir la sécurité des professionnels des médias.

**Lualaba : l'inspecteur général des finances enquête sur la gestion des régies financières à Kolwezi.** « L'importance des régies financières en termes de mobilisation de recettes est plus grande au niveau (de l'ex-) Katanga de la province du Kongo-Central et à Kinshasa. Voilà pourquoi la mission qui a commencé à Kinshasa est étendue dans le Haut-Katanga et dans le Kongo-Central. Partout où l'Inspection générale des finances passe, c'est la même méthode de travail, la mobilisation de recettes, recherche de la bonne gouvernance et chasse aux fossoyeurs des finances publiques », a déclaré Jules Alingete, l'inspecteur général des finances. Sa mission, a-t-il indiqué, va s'intéresser aux fonds générés par les différents péages, qui devaient en principe être affectés à l'entretien des routes.

**Tanganyika : 4 personnes prises en otages par la milice Twa à Nyunzu.** Cette prise d'otage est connue de l'administrateur du territoire, Hubert Kanza Vumba, qui parle d'une situation devenue fréquente dans la zone : « C'est un banditisme, on ne peut pas dire Twa ou bien Bantou ; mais tous les services de sécurité sont déjà cantonnés dans la zone. Il y aura toujours une solution. » Les habitants de Mazembe rapportent, par ailleurs, la mort de deux hommes, il y a trois mois, dans une attaque semblable attribuée à la milice Twa au même endroit.

**Mercredi 23 septembre.**

**Coronavirus : non-respect des mesures barrières dans les universités de Kinshasa.** Le relâchement dans la lutte contre la COVID-19 est perceptible dans les universités et instituts supérieurs. Des cinq gestes barrières connus dans la lutte contre le Coronavirus, seule la prise de température à l'entrée de certains établissements rappelle de l'existence de la pandémie. Le port de masque reste facultatif chez les étudiants. La présence systématique des dispositifs de lavage des mains a presque disparu. A l'Université catholique du Congo (UCC) section Mont Ngafula, les gestes barrières sont respectés. Les professeurs, les cadres administratifs et tous les visiteurs passent tous par un contrôle avant d'accéder dans l'enceinte de l'établissement. **Les USA offrent 50 respirateurs à la RDC.** Selon l'ambassadeur Mike Hammer, ce don est une promesse de la Maison Blanche au président Tshisekedi pour soutenir les efforts congolais à la lutte contre la COVID-19. Ces respirateurs peuvent sauver des vies des malades. Ce don vient s'ajouter à la somme d'environ 35 millions de dollars que le gouvernement américain a engagés en RDC dans la lutte contre la pandémie.

**Kongo-Central : des terres arables manquent à Tshela.** Selon le député Crispin Mbadu, 91.000 hectares de leurs terres sont occupés depuis 1913 par la Société des cultures agricoles du Mayombe (SCAM) dans le cadre d'un contrat d'emphytéose. L'élu de Tshela ajoute qu'à cause de ce manque de terres, la population s'appauvrit et bon nombre de jeunes se déplacent vers les milieux urbains. Crispin Mbadu demande au ministre en charge des Affaires foncières de réévaluer le contrat de cette emphytéose, signé depuis l'époque coloniale, afin de permettre à la population locale de reprendre les terres qui lui reviennent de plein droit. La SCAM cultive sur ce sol l'hévéa pour la fabrication du caoutchouc. Selon lui, cette culture appauvrit la terre. L'accès des villageois dans ces concessions de la SCAM est strictement interdit. Les communautés locales sont frappées par la malnutrition, car elles n'ont pas de terres pour leurs cultures vivrières.

**Assemblée de l'ONU : Felix Tshisekedi appelle à renforcer la solidarité internationale contre la COVID-19.** Le chef de l'Etat congolais, Felix Antoine Tshisekedi, est intervenu par visio-conférence mardi 22 septembre à la 75ème Assemblée générale des Nations unies. A cette occasion, il a appelé à un renforcement de la solidarité internationale pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Auparavant, il a salué les mesures prises par le G20 et les institutions financières internationales en reportant les délais de paiement de la dette. Il les a par ailleurs invités à prendre d'autres mesures en vue de l'annulation totale de la dette des pays pauvres, qui font face aux effets de la maladie à Coronavirus.

**Ocha condamne des attaques contre les humanitaires dans l'est de la RDC.** Selon le communiqué d'Ocha, la dernière victime est Mathieu Musharhamina Chengangu qui a trouvé la mort le 16 septembre lors d'une attaque lancée par des hommes armés non identifiés du convoi humanitaire dans lequel il se trouvait. Il travaillait pour l'organisation non gouvernementale World Vision. Les membres du convoi venaient de terminer une distribution de vivres ayant couvert cinq mille ménages déplacés dans le territoire de Lubero, au Nord-Kivu. Un autre membre du personnel de World Vision, blessé par balle au cours de cette attaque, est actuellement hospitalisé. Deux jours après cet incident, trois travailleurs humanitaires de l'organisation Caritas ont été kidnappés, alors qu'ils étaient en mission pour la réparation d'un ouvrage hydraulique à 16 kilomètres de la ville de Bunia, dans la province de l'Ituri. Ils sont actuellement portés disparus.

**Félix Tshisekedi pour le renforcement de la collaboration sur le terrain entre les unités de la Monusco et les Fardc.** Le Président Félix Tshisekedi, lors de son intervention par visio-conférence mardi 22 septembre à la 75ème Assemblée générale des Nations unies, a opté pour cette proposition en attendant la revue et le dialogue stratégiques pour la

transformation de la présence onusienne en RDC. «Pour ce faire, la RDC s'inscrit en faveur du principe d'accroître la capacité opérationnelle de la Brigade d'Intervention, notamment en la dotant des unités spéciales adaptées à la guerre asymétrique que nous imposent les groupes armés à l'Est du pays (...) La RDC soutient également la nécessité d'allouer les finances et la logistique nécessaires dont a besoin la MONUSCO afin que cette force onusienne continue à bien remplir avec efficacité son mandat ». Toutefois, note-t-il, le Gouvernement examine également, toujours avec le concours de ses partenaires, les options pour des solutions non-militaires tant pour les groupes armés nationaux qu'étrangers afin de résoudre et d'en finir avec ces conflits armés et de ramener durablement la paix à l'Est de la RDC et dans la région. Le Président Tshisekedi a fait remarquer, sans son discours, que la situation sécuritaire qui prévaut dans la partie orientale du pays demeure préoccupante. Ces groupes armés pratiquent une guerre non conventionnelle et asymétrique. Ils agissent en totale méconnaissance de la valeur humaine et commettent des exactions et des violations massives des droits humains, notamment par des viols et des massacres à répétition des populations civiles dans les coins isolés de certains territoires bien connus de l'Est du pays, à l'instar de la région de Béni et ses environs, de Djugu en Ituri et de Rutshuru. D'où la nécessité d'utiliser les stratégies diverses pour affaiblir et anéantir ces groupes armés qui disposent des ressources financières considérables. Il lance un appel à la communauté internationale afin que des sanctions appropriées, ciblées et efficaces leur soient appliquées.

**Kasongo Mwema : « Le sommet des chefs d'Etats prévu à Goma n'est pas annulé. Il est seulement reporté ».** D'après lui, cette décision a été prise de commun accord par tous les chefs d'Etats de la RDC, du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et de l'Angola attendus à ce forum.

**Ituri : 13 miliciens tués dans les affrontements entre Farde et la FPIC.** Des combats qui ont opposé les deux parties mardi 22 septembre ont duré près de quatre heures. Des offensives ont été lancées depuis lundi 21 septembre par des forces loyalistes contre ces assaillants dans un de leurs bastions situés dans le groupement Ngongo. Plusieurs personnes ont fui en direction de Mwanga ou de Tuma. Jusqu'à ce mercredi matin, certaines personnes n'avaient pas encore regagné leurs villages, par peur des représailles. Plusieurs cas de pillage des biens de la population ont également été rapportés.

**Ituri : 1800 personnes tuées, 1 600 000 déplacés et 300 écoles détruites en 6 mois.** Ce bilan est dressé par le député national Jackson Ausse, dans une lettre ouverte adressée le mardi 22 septembre au président Felix Antoine Tshisekedi. Pour faire face à cette situation sécuritaire et humanitaire, l'élu de l'Ituri invite le chef de l'Etat à proclamer l'Etat d'urgence sécuritaire dans cette province ainsi que dans le Nord-Kivu.

**Mai-Ndombe : le gouverneur met fin au conflit foncier entre deux communautés de Kiri.** Selon le gouverneur intérimaire de cette province, la communauté de Bolonga aurait vendu son terrain que la communauté de Bosele exploitait depuis des années. Cette dernière, n'ayant pas d'autres terres pour exploiter, est allée en guerre contre l'opérateur économique qui avait acheté cette terre et contre le groupement de Bolonga. Jacks Mbombaka affirme qu'à l'heure actuelle ce conflit n'existe plus, car il a octroyé un autre terrain à la communauté de Bosele.

**Nord-Kivu : la société civile de Rutshuru demande la relocalisation des ex-combattants cantonnés à Rumangabo.** Des sources locales renseignent que ces ex-combattants de Nduma Defense of Congo-Renové sont venus, il y a environ deux mois de Walikale et Masisi, et se sont rendus aux Farde. Depuis leur cantonnement au camp militaire de Rumangabo, leur prise en charge alimentaire pose un problème. Dimanche dernier, vers 16 heures, ils ont fait incursion au marché à Kabaya, avec armes blanches et bâtons. Ils ont systématiquement pillé des vivres dans le marché et boutiques et ont ravagé des champs. Ces actes ont été condamnés par le président la société civile de Rutshuru, qui demande leur relocalisation ailleurs.

**Uvira : le député Claude Misare appelle les groupes armés locaux à se désolidariser des étrangers.** Au cours de plusieurs descentes effectuées sur le terrain, dans la plaine de la Ruzizi et dans les moyens plateaux de la chefferie de Bafuliiru, Claude Misare a déploré l'activisme accru de ces groupes coalisés aux groupes armés étrangers pour des intérêts personnels obscurs. Il appelle tous ces groupes Maï-Maï à se désolidariser des groupes armés étrangers et à rejoindre le processus DDR. Selon le député, ces groupes armés locaux ont déposé leurs cahiers des charges. Ils affirment qu'ils sont déterminés de venir travailler dans la police. Mais le grand problème reste leur prise en charge.

**Nord-Kivu : la présence des groupes armés dans les sites miniers de Bapere empêche leur exploitation.** Cette révélation a été faite le 22 septembre, à travers le rapport préliminaire de la première étape des travaux de qualification des sites miniers réalisés avec le concours d'une équipe du comité de suivi de la traçabilité des minerais venue de Goma. Le rapporteur du comité indique qu'au total trente-six sites miniers ont été qualifiés, dont neuf seulement déclarés verts c'est-à-dire viables. Vingt-sept autres sont jaunes, et pour plusieurs raisons. Selon toujours la même source, les routes qui mènent sur ces sites d'extraction vers les lieux d'écoulement sont occupées par des groupes armés. L'équipe du comité de suivi de

la traçabilité des minerais donne une durée de six mois pour améliorer la situation sécuritaire, afin de réévaluer ces sites. Les sites de Liboyo, Masoya et Kambau n'ont pas été visités, à cause des miliciens qui y font la loi.

« **Les manifestations populaires contre les Fardc et la Monusco sont légitimes, mais font le jeu des ADF**, dont le but est très clair : nuire aux Fardc en particulier, en vue d'amoindrir le soutien de la population à ses forces. » Cette déclaration a été faite mercredi 23 septembre par le commandant intérimaire de la force de la Monusco, général Thierry Lion. Il assure aux habitants de Beni et d'environ, la détermination de la Monusco à chercher d'autres solutions pour améliorer la sécurité et la protection des populations dans toute cette région.

**Jeudi 24 septembre.**

**Covid-19 : des agents de la protection civile du Nord-Kivu et de l'Ituri en formation sur les enterrements dignes et sécurisés.** Le coordonnateur de la protection civile au Nord-Kivu, a fait savoir que les participants vont, par la suite, former à leur tour les communautés en vue d'une auto-prise en charge dans leurs milieux respectifs. « Nous misons beaucoup sur la sécurité de la population. La protection de la population toute entière, qui est autour du corps, on ne sait pas qui vient d'où, qui a été contaminé quand, qui a été contact à quel moment. Cet aspect-là nous l'observons vraiment d'une manière sérieuse et de façon à limiter le nombre des personnes autour de l'enterrement afin d'empêcher qu'il y ait la contamination des personnes saines. Ça c'est un aspect. » Le deuxième aspect, c'est sur le corps, selon lui. « Les projectiles du malade proviennent de sa bouche, jaillissent sur son habillement, sur sa literie, jaillissent sur son entourage ; s'il y a un décès dans la maison aujourd'hui, il faut alerter pour que nous puissions voir de quoi il est décédé avant de le toucher. Parce que vous risquez de manipuler ses habits, sa literie et vous exposez à une contamination », a poursuivi Joseph Makundi. **L'équipe de riposte alerte sur le relâchement des gestes barrières à Kinshasa.** Selon le responsable de l'équipe de lutte contre la COVID-19, la communication n'a pas été faite convenablement. L'équipe de riposte n'a pas utilisé les canaux qu'il fallait. Il reste confiant que les stratégies beaucoup plus efficaces seront développées pour cibler toute la population. La RDC a atteint le seuil dix mille guéris de COVID-19 en date du 22 septembre et les autres 241 personnes malades restent sous traitement, selon le bulletin sur la COVID-19 apparu en RDC.

**Kasaï-Central : la MONUSCO forme 80 policiers congolais.** Deux sessions de formation : la première porte sur le recyclage en matière de la police de proximité alors que la seconde sur les renseignements généraux. Pour la cheffe secteur de UNPOL/Kananga, Sonia Melki, ces deux ateliers visent à amener les policiers à améliorer leur rendement de tous les jours.

« C'est notre objectif qu'on n'ait plus de plaintes contre la police. Que la police exécute ses charges conformément aux normes internationales et au respect des droits de l'homme ».

**Kinshasa : l'ARPTC au travail pour assainir le secteur des postes.** Pour le président de cet organe, avec deux nouveaux membres au collège des conseillers, l'organe de régulation du secteur des télécommunications affiche complet. Il pense qu'avec une équipe de sept personnes comme le prévoit la loi, l'heure est au travail en commençant par la numérisation du secteur. Les assermentés Prince Kokola Mutuaele et l'ancien auditeur général des Fardc, Joseph Ponde Isambwa, jurent de servir la République en restant respectueux de la Constitution. Créée le 16 octobre 2002, l'Autorité de régulation a pour mission notamment de veiller au respect des lois, règlements et conventions en matière des postes et télécommunications.

**5 morts lors d'une attaque des présumés ADF à Kaniambaore.** Selon le président du noyau de la société civile du secteur de Ruwenzori, ces assaillants ont réussi à tuer cinq civils à l'arme blanche. Mais, selon lui, le bilan pourrait être revu à la hausse car les fouilles se poursuivent. Il a appelé les Fardc à redoubler d'efforts dans les opérations de traque des ADF.

**Ville morte à Buta : les activités socio-économiques paralysées.** Le président intérimaire de cette structure citoyenne, motive son initiative par son souci de dénoncer l'instrumentalisation de la Justice locale par le gouverneur de province, qui ne supporte pas la moindre critique. Ces allégations ont été rejetées d'un revers de la main par le conseiller du gouverneur en charge de la communication, qui accuse plutôt le président de la société civile de manipuler certains membres de cette structure citoyenne en sa faveur, alors qu'il a maille à partir avec la justice. Le conseiller du gouverneur a par ailleurs qualifié la décision de la ville morte d'un coup d'épée dans l'eau puisque, selon lui, dans la journée l'ambiance était déjà revenue à la normale.

**Sud-Kivu : poursuite du procès du présumé assassin de 14 personnes à Sange.** Le procès du militaire, présumé auteur des tueries collectives de 14 personnes à Sange le 30 juillet, s'est poursuivi ce jeudi 24 septembre, en audience publique, au tribunal militaire garnison de Bukavu (Sud-Kivu). A l'ouverture du procès, le prévenu a déclaré qu'il avait agi en légitime défense. La population de Sange a pour sa part organisé mercredi 23 septembre une manifestation pour réclamer que le

procès se déroule à Sange et non à Bukavu. La route nationale numéro 5 a été barricadée et le trafic interrompu entre Uvira et Bukavu.

Le tribunal demande à la société civile de Sange de coopérer en laissant libre passage aux rescapés et autres témoins qui désirent venir à Bukavu pour affronter leur bourreau devant la justice militaire.

**Tshopo : les ONG des droits de l'homme appellent à une synergie d'actions avec les autorités.** Selon Dismas Kitenge Senga du Groupe Lotus, face à l'insécurité grandissante dans la ville de Kisangani, les organisations de défense des droits de l'homme s'engagent à contribuer au combat pour le respect des droits humains : « Il y a la phase de collecte des informations, de documentation, de tout ce qui se passe des auteurs des crimes, mais il y a aussi le partenariat avec les autorités dans le cadre d'échanges d'informations, des stratégies et des actions à mener et enfin, il y a le soutien aux victimes, l'accompagnement et l'encadrement de la population pour éviter des dérapages. » Le gouverneur de province intérimaire, Maurice Abibu, qui salue cette initiative, estime qu'elle poursuit les mêmes objectifs que ceux inscrits dans le programme quinquennal du gouvernement provincial.

**L'Université officielle de Bukavu dispose désormais d'un centre de médecine légale.** « Le rôle de notre centre provincial de médecine légale est d'aider à ce que nos amis de la justice puissent retrouver les preuves, les indices nécessaires pour bien dire la loi. Le centre pourra aider le parquet, la police chaque fois quand ils ont des questions qui nécessitent l'expertise d'un médecin, quand il y a des suspicions des morts », a expliqué Dr Désiré Alumeti.

**Goma : résilience des filles victimes des viols.** Des jeunes filles, devenues mères à la suite des viols à Goma (Nord-Kivu) gardent encore espoir d'une vie meilleure, pour leurs enfants d'abord et pour elles-mêmes. Un espoir qui leur permet d'amortir le choc du viol, qu'elles sont obligées de supporter toute leur vie. Ces filles sont réunies dans une maison d'écoute des filles de l'organisation Groupe d'hommes voués au développement intercommunautaire (GHOVODI), dans le cadre de son projet Ecoles sans murs. Le projet "Ecoles sans murs", qui permet à plus de 150 filles victimes des viols de reprendre le chemin de l'école, est un premier pas, pour chacune d'elles, vers cet avenir tant espéré.

**Masimanimba : la réhabilitation des routes de desserte agricole se bute au manque d'outils adéquats.** Débutés depuis le mois de juillet 2020, ces travaux de réhabilitation des routes de desserte agricole se poursuivent encore, a fait savoir l'administrateur du territoire de Masimanimba. Cependant, il indique qu'il y a des outils qui manquent jusque-là, notamment des bêches, des houes, des machettes, etc. Ces travaux sont exécutés par cantonnement manuel sous supervision de l'Office des voies de desserte agricole (OVDA).

**287 réfugiés burundais rapatriés par la frontière de Kavimvira-Gatumba.** Ce rapatriement est un salut pour des personnes qui viennent de passer deux ans de calvaire, selon leur propre terme, au centre de transit du HCR à Kavimvira. Ils avaient exprimé le souhait volontaire de retourner chez eux pour répondre à l'appel du président Evariste Ndayishimiye d'aller reconstruire leur pays. Mais la frontière étant fermée dans le contexte de la COVID-19, certains avaient même tenté d'emprunter des débouchés par la plaine de la Ruzizi pour regagner le Burundi ; mais en vain. D'autres sont décédés à la suite de mauvaises conditions de vie en RDC. Le HCR explique plusieurs contraintes à l'évacuation de ces réfugiés de Kavimvira en territoire d'Uvira, vers Lusenda ou Mulongwe, en territoire de Fizi ; notamment la saturation. Les deux camps dépassent le seuil de quarante mille personnes.

**Tshopo : plus de 400 véhicules bloqués sur la route Kisangani-Bunia-Beni.** La chaussée est parsemée des bourbiers, qui se forment au passage de centaines des véhicules chaque jour. Cette situation est exacerbée par la fréquence des pluies pendant cette période. D'après le gouverneur de province intérimaire, Maurice Abibu Sakapela, la situation est catastrophique notamment au point kilométrique 162, où sont bloqués plus de quatre cents véhicules de part et d'autre. En conséquence, la situation est dramatique sur le plan socio-économique. Les usagers sont exposés aux intempéries, aux vols, aux pillages, aux extorsions ainsi qu'aux viols. Sur le marché, c'est l'envolée des prix des produits de première nécessité.

**Mbuji-Mayi : le nouveau commandant région des Fardc contre le tribalisme.** Le nouveau commandant de la 21 région militaire des Fardc, le général-major Marcel Mbangi Mashita, a appelé ses troupes à bannir le tribalisme et à la population de collaborer avec l'armée nationale. Il estime que l'apport de la population est capital pour la sécurité dans sa juridiction.

**Tshopo : les professeurs de l'UNIKIS lèvent leur grève.** D'après le président de cette corporation, le professeur Antoine Ngute Novato, cette mesure fait suite à la restitution des résultats des échanges avec le Président de la République dans le cadre du regroupement des associations des professeurs des universités de la RDC et en signe de bonne foi.



**Nord-Kivu : les ONG de Kasindi plaident pour une assistance aux orphelins gardés à « Tukinge Yatima ».** Les activistes des droits de l'enfant de Kasindi, indiquent que, ces enfants estimés à une cinquantaine, sont majoritairement ceux dont les parents ont péri dans les massacres récents perpétrés par les ADF à Kasindi, cette partie nord-est du territoire de Beni. Les petites contributions des personnes de bonne volonté ne suffisent pas. Ils demandent que le gouvernement puisse prendre ses responsabilités.

**Butembo : 19 personnes condamnées notamment pour viol de mineure.** Selon le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Butembo, 24 jugements ont été prononcés dont 19 condamnations et 5 acquittements. Parmi les condamnés, certains étaient poursuivis pour viol de mineure. Ces audiences foraines ont été délocalisées à Lubero en vue de rapprocher la justice des justiciables. Elles ont été facilitées par la Dynamique des femmes juristes, une organisation basée à Goma ; dans le cadre de l'exécution de son projet « Prévention et réponse aux violences basées sur le genre ». La nouvelle société civile locale salue cette initiative et remercie la justice pour ces condamnations.

**Kananga : plus de 100 enseignants des écoles kimbanguistes en formation pour améliorer la qualité de l'enseignement.** Selon le coordonnateur provincial des écoles conventionnées kimbanguistes, Emile Ofumbo, les participants à ce forum viennent de tous les quatre coins de la province. Il s'agit des chefs d'établissements scolaires, des administratifs et autres. Il a indiqué que cet atelier vise améliorer le fonctionnement de leurs écoles. Emile Ofumbo a exhorté les participants à privilégier l'aspect pédagogique avec la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'éducation. Le représentant de l'Eglise kimbanguiste en province, a déploré le comportement de nombreux chefs d'établissements : « Les autorités de l'église sur le plan local sont objet de mépris par les chefs d'établissements que vous êtes. La morale et la doctrine kimbanguiste sont bafouées. La polygamie, l'ivrognerie et l'insoumission ont pris place dans votre chef ».

**Bukavu : la société civile déplore la dégradation d'un tronçon routier au centre-ville.** Les membres du bureau de la société civile urbaine de Bukavu sont révoltés par l'état de délabrement du tronçon routier sur la pente entre la DGI et la SONAS, en plein centre-ville de Bukavu. Ces jeunes se sont mobilisés mardi 22 septembre, en apportant des morceaux de brique et des sachets de boue afin de boucher les trous qui poussent les véhicules à dévier la chaussée pour se disputer le trottoir avec les piétons. Le président du bureau de la société civile ville de Bukavu, pense que le geste posé par les jeunes va réveiller la conscience des autorités en charge des infrastructures.

**L'armée récupère plusieurs bastions des Mai-Mai NDC/Rénové à Pinga.** Ces bastions sont notamment Nkasa, Bushimo et Pinga-centre, où les combattants de Bwira et de Guidon s'affrontaient. Certains notables et la société civile contactés, affirment que l'armée mène des attaques contre les combattants de Guidon à Kaseke, Mutongo et Kailenge, dans la même région. Selon ces sources, la population déplacée, qui tentait de revenir récupérer ses biens à Pinga et environs, est encore retournée en brousse. D'autres habitants se sont dispersés dans d'autres localités.

**Vendredi 25 septembre.**

**Lac Edouard : des pêcheurs congolais interpellés et torturés par la marine ougandaise.** Selon le gérant de la pêche de Kyavinyonge, ces pêcheurs ont été arrêtés à Kyangiro/ Ndungwe à la limite des eaux congolaises et ougandaises du lac Edward. 24 pêcheurs congolais ont été arrêtés mardi en pleine activité de pêche dans les eaux ougandaises. Tout en déplorant les tortures dont sont victimes ces pêcheurs congolais, il appelle le gouvernement congolais à prendre ses responsabilités dans la limitation des eaux sur le lac Edward. Contacté, le chef de la chefferie de Bashu confirme l'information et invite les pêcheurs congolais à user d'une « conscience positive », avant que la solution de limites sur ces eaux ne soit trouvée.

**Tshopo : le gouverneur annonce la mise en place d'une commission pour récupérer les biens de l'Etat spoliés.** Le gouverneur Louis Marie Wale Lufungola a dressé un état des lieux de sa province en rapport avec la mise en œuvre des mesures de réforme du secteur foncier, arrêtées par le gouvernement central. Il s'agit notamment de la conversion des titres immobiliers, la spoliation des biens de l'Etat, la problématique de la gestion des terres par les chefs coutumiers ainsi que le projet de numérisation du cadastre. Selon lui plusieurs immeubles appartenant à l'Etat congolais sont à ce jour spoliés.

**Kwilu : le festival Kimvuka ouvre ses portes à Bandundu.** Ce festival est organisé par l'Asbl "splendeur du Kwilu". Le festival Kimvuka a pour mission d'aider tous les artistes de la province du Kwilu à se professionnaliser afin que cette province soit aussi représentée à tous les festivals internationaux. Cet événement culturel fait aussi la promotion des artistes du Kwilu et les forme dans le domaine de la musique, du théâtre, de la danse, et autres.

**Les fonctionnaires fictifs existent encore, reconnaît le comité de suivi de la bancarisation de la paie.** Le président du comité de suivi de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat en RDC, Jean-Louis Kayembe, reconnaît que malgré les efforts d'assainissement qui ont permis d'élaguer plus de 25 000 fictifs, l'administration publique en compte encore. S'agissant des 7 000 milliards de francs congolais qui seraient détournés chaque mois sur l'enveloppe salariale de la fonction publique et partagés entre responsables étatiques, le comité de suivi de la bancarisation indique que ceci est loin de la vérité. Selon lui, l'enveloppe globale de la paie des fonctionnaires s'élève à 418 milliards de francs congolais. Le vice-premier ministre et ministre du Budget s'est assigné l'objectif zéro fictif pour cet exercice 2020.

**Butembo : l'Unicef remet du matériel médical et des motos aux zones de santé.** D'après le Représentant pays de l'Unicef en RDC, Edouard Beigbeder, qui a remis ces équipements, cette dotation s'inscrit dans le cadre du renforcement du système de santé dans la région pour la période post Ebola : « Aujourd'hui alors, c'était plus spécifiquement pour l'hôpital général de référence. Et donc, c'est un lot composé des tables d'accouchement, des lits d'hôpitaux, des tables d'examen, des pèse-bébés, des stérilisateur, des balances, des thermomètres, des fauteuils roulants, des kits de chirurgie, des chariots pour médicaments, et puis 12 motos pour les bureaux centraux des zones de santé de la région » Pour sa part, le chef d'antenne intérimaire de la division provinciale de la santé de Butembo, indique que cette dotation vient répondre ainsi au problème de prise en charge des femmes et des enfants qui reste un défi à relever dans la région.

**Bukavu : SOS Justice et Dr Mukwege veulent produire un rapport alternatif sur les massacres commis par l'AFDL en 1994.** Robert Njangala, un des proches du docteur Mukwege, a indiqué que ce rapport alternatif va contenir le nombre des fosses communes répertoriées dans toute la ville de Bukavu, mais aussi indiquer les lieux de différents massacres. Il renseigne que Dr Mukwege a promis son soutien, qui s'investit dans la recherche de la vérité sur les abus commis par le mouvement rebelle.

**Ituri : un négociant d'or tué par des hommes armés à Mongwalu.** Selon le bourgmestre de la commune de Mongwalu, Jean-Pierre Bikilisende, c'est peu avant 19h que cet opérateur économique a été surpris par des hommes armés, alors qu'il s'apprêtait à prendre une moto pour regagner son domicile. Ces inciviques ont tiré sur dessus, à deux reprises. Atteint à la jambe puis à la poitrine, ce négociant d'or est mort sur-le-champ. Ces bandits ont emporté le sac de la victime qui contenait de l'argent ainsi que de l'or. Le président des négociants d'or de la cité de Mongwalu affirme avoir déjà enregistré quatorze agressions armées avec trois décès, depuis le début de ce mois de septembre. Le responsable de la Commune de Shari, attribue ce regain d'insécurité à la prolifération des armes de guerre dans la région.

**Haut-Katanga : le président provincial de l'ordre des pharmaciens alerte sur la situation catastrophique dans le secteur.** Le président provincial de l'ordre des pharmaciens du Haut Katanga, David Kawel, il plaide pour l'assainissement de ce secteur : « L'état des lieux de notre province dans le domaine pharmaceutique est catastrophique. Les médicaments se retrouvent dans les mains de n'importe qui, le circuit de distributions n'est pas respecté, les grossistes qui vendent en détail les médicaments, les malades eux même qui ne sont pas conscients de leur santé vont se procurer les médicaments n'importe où, n'importe comment... Nous avons donc décidé d'interpeller l'autorité provinciale pour que nous puissions réellement arriver à réguler ce secteur. L'organe régulateur de ce secteur c'est l'inspection de pharmacie »

**Kongo-Central : sit-in des travailleurs de la compagnie pétrolière Kuntuala à Boma.** Ils manifestent contre la mesure du ministère de l'Economie du 23 juillet, à la DGD, qui les expose au chômage. La mesure prise par le ministère de l'Economie limite la compagnie pétrolière Kuntuala à ne dédouaner que 200 m<sup>3</sup> du carburant le mois. Le collège des avocats conseils de Kuntuala terminal soutient que cette décision est illégale, elle viole le contrat de fournitures de 30.000 tonnes métriques des produits pétroliers par an, que cette entreprise a signé avec l'Etat congolais. Les avocats conseils de cette entreprise appellent la ministre de l'économie à revoir cette mesure qui conduirait à un licenciement de 90% du personnel de cette entreprise.

**Beni : le député Saidi Balikuisha alerte sur les conditions difficiles à la prison centrale de Kangbayi.** Pour le député provincial, élu du territoire de Beni, Saidi Balikuisha, cette prison ressemble à un mouiroir suite à la surpopulation, au manque de nourriture et des produits pharmaceutique pour les détenus. Il en appelle au bon sens des autorités et des personnes de bonne volonté afin de désengorger cette prison et la doter de la nourriture et des produits pharmaceutiques pour les détenus.

**L'UE promet de réhabiliter le site de Mbeseke pour réduire les enfants en conflit avec la loi.** Selon le vice-ministre, Bernard Takaishe, ce site a une superficie de 14 hectares avec six grands bâtiments délabrés, deux écoles opérationnelles. Malheureusement, il est érosif, il manque également de l'eau. En ce moment, le site est occupé par des militaires. Le Chef de la coopération de l'Union européenne, Laurent Sillano évoque quelques préalables pour commencer les travaux. Il

demande au gouvernement de faciliter l'accès sur ce site et d'exécuter les travaux pour maîtriser les têtes d'érosion qui menacent le lieu. Il invite le gouvernement de procéder au déguerpissement des militaires qui y sont installés et aussi de réfléchir sur le type des maisons à offrir aux enfants en conflit avec la loi, en se référant aux modèles conçus selon les normes internationales.

**Kasaï- Oriental : arrestation de 3 chefs coutumiers de Katanda pour meurtre et association des malfaiteurs.** Il s'agit des chefs des groupements de Bena Mwembia, de Bena Kapuya, de Bena Shimba et d'un prétendant au pouvoir de Bena Nshimba. Ils sont tous poursuivis pour meurtre, détention illégale d'armes de guerre et association des malfaiteurs. La dernière semaine de la fin du mois d'août dernier, ces trois communautés du territoire de Katanda s'étaient affrontées à la suite d'un vieux conflit foncier. D'autres affrontements sanglants ont encore eu lieu au lendemain de la signature du protocole d'entente au gouvernement de province. Depuis le début des récentes disputes, le gouvernement provincial annonce un bilan provisoire de quatre personnes tuées, trois disparues, huit blessés graves tous de Bena Shimba. Les dégâts matériels sont importants. Plus de 320 maisons incendiées chez les Bena Mwembia, 250 chez les Bena Shimba et près de 280 chez les Bena Kapuya. Le bilan publié jeudi 24 septembre par les Bena Shimba, fait état de 52 personnes tuées, près de 100 personnes portées disparues et près de 560 maisons brûlées, des récoltes ainsi que des bêtes domestiques emportées.

**Sud-Kivu : le contexte sécuritaire s'est amélioré à Mwenga, selon la mission conjointe d'évaluation de la Monusco.** Ce constat a été fait sur place jeudi 24 septembre à Mikenge par une mission conjointe d'évaluation composée des affaires civiles de la Monusco, BCNUDH, DDR-CVR et le bataillon pakistanais. La délégation recommande des opérations militaires fortes des Fardc pour neutraliser tous les groupes armés, le déploiement des troupes et des commandants des Fardc n'appartenant pas à un groupe ethnique de la zone pour éviter toute affiliation potentielle avec des groupes armés. Les représentants des communautés recommandent à la Monusco-Affaires civiles d'initier un dialogue de réconciliation et à l'équipe-pays des Nations Unies (Monusco) et au gouvernement de la RDC de fournir un soutien logistique pour la réhabilitation des routes critiques afin de permettre l'assistance humanitaire, le retour en toute sécurité des déplacés et une meilleure réponse des Fardc contre les groupes armés. Des questions spécifiques de protection pour les femmes ont également été discutées, notamment sur un accès gratuit et plus sûr aux établissements socio-économiques et sanitaires.

**Samedi 26 septembre.**

**Kasaï-Central : clôture du forum sur le leadership féminin à Kananga.** Après quatre jours de travaux, les femmes centre-Kasaïennes issues de différentes structures ont pris l'engagement de se serrer les coudes pour la promotion de leurs droits. C'est ainsi qu'elles ont mis en place une synergie de manière à influencer les politiques publiques. C'est à partir de ce cadre qu'elles s'engagent à lutter contre toutes formes de violences à l'égard de la femme et la jeune-fille. A l'issue de ces assises, ces structures ont décidé de cotiser chaque mois dans une caisse pour le soutien aux survivantes de viol et autres catégories de femmes. Pour la coordonnatrice du Bureau en genre, Faïda Mwangilua, l'engagement de ses semblables devra bénéficier de l'accompagnement des politiques.

**Boma : SOS d'une école effondrée depuis l'année passée.** En effet, depuis la date du 07 novembre 2019, une pluie accompagnée d'un vent violent qui s'était abattue dans la ville de Boma avait emporté la toiture de l'école CBCO Mbangi. Outre la toiture, l'écroulement de salles de classes, latrines et bâtiment administratif ont aggravé la situation de cette école.

Jusqu'à ce jour, aucune solution n'a été trouvée en dépit de multiple plaidoyer fait par des différents canaux. Le directeur de cette école publique se demande comment il va accueillir les trois mille cinq cent élèves que regorge cette école.

**Kindu : signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement provincial et la société NURU pour l'électrification de la ville.** Ce contrat de 30 ans renouvelable sera opérationnel l'année prochaine. Kindu n'étant pas sa première expérience, NURU compte répondre aux besoins de la population dans ce domaine.

**Coronavirus : manque de place à l'hôpital de Kitatumba de Butembo pour l'isolement des malades.** Selon le chef d'antenne intérimaire de la division provinciale de la santé de Butembo, Guy Makelele, l'hôpital général de référence de Kitatumba prend en charge une population estimée à 243 650 habitants de la zone de santé urbaine de Butembo et des zones de santé voisines. Pendant la riposte de la 10ème épidémie de la maladie à virus Ebola qui s'est étendue d'août 2018 à Juin 2020, l'hôpital a connu d'énormes difficultés dans le cadre d'isolement des malades suspects y compris les malades d'urgence pédiatrique. Cette situation continue même aujourd'hui avec le manque de salle d'isolement des cas suspects de la Covid-19.

**Haut-Katanga : des tirs nourris entendus au centre-ville de Lubumbashi.** Selon plusieurs sources, il s'agirait des Maï-Maï Bakata Katanga qui ont fait une incursion dans la ville la nuit ce samedi 26 septembre. Ces miliciens sont accompagnés d'enfants. La police et l'armée les ont contenus au niveau de la place de la poste. Aucun bilan n'est encore disponible.

**Félix Tshisekedi décide de la création d'une Société nationale d'investissement.** « Dans l'optique d'assurer la mobilisation et l'orientation de l'épargne nationale et de tout autre moyen financier en vue de favoriser les opérations d'investissement d'intérêt économique et social dans les secteurs industriel, agricole, commercial, social et financier ainsi que dans les secteurs des services et de l'hôtellerie, le Président de la République a décidé de la création d'une Société nationale d'investissement qui agira comme une société de financement et servira d'instrument d'appui au secteur privé », indique le compte rendu du Conseil des ministres. Le compte-rendu du même conseil des ministres fait aussi mention de l'interdiction, par voie de décret ou d'arrêté, de toute désaffectation ou attribution des biens de l'Etat, en particulier les terrains et les immeubles, et ce avec effet rétroactif à la date de l'acte incriminé. Cette décision vise à mettre fin aux nombreux cas de spoliation des biens de l'Etat, en particulier les immeubles, singulièrement dans les grandes villes du pays.

**Ituri : le ministre de la Défense plaide pour le soutien aux efforts des forces de l'ordre pour le rétablissement d'une paix durable.** Le ministre de la Défense, Aimé Ngoy, a demandé à la société civile de l'Ituri et à tous les notables de soutenir les efforts des forces de l'ordre pour le rétablissement d'une paix durable en Ituri. Le ministre de la Défense rassure que le gouvernement central se penche sur cette question de pacification de l'Ituri. C'est notamment à travers l'accélération du processus de désarmement de ces miliciens ainsi que leur prise en charge qui est en cours. La coordinatrice intérimaire de la société civile de l'Ituri, Marie-Noëlla Nyaloka, affirme qu'elle se réserve de croire aux promesses du gouvernement pour résoudre le problème de l'insécurité dans l'Ituri. Elle dit attendre « voir Kinshasa poser des actes concrets ».

**Incursion des Maï-Maï à Lubumbashi : la situation est sous contrôle des forces de l'ordre.** Cette nouvelle entrée des insurgés dans la ville inquiète la population qui se demande, par quels mécanismes ces hommes armés pouvaient parcourir la ville sans être appréhendés par les forces de l'ordre. Les sources locales renseignent que c'était aux environs de minuit que ces insurgés se sont signalés. Ils provenaient de plusieurs coins de la ville avec comme point de chute la grande place de la poste au centre-ville de Lubumbashi. Munis des fusils et d'armes blanches, ils avaient des bandeaux des couleurs rouges et blanches autour des têtes et arboraient leur drapeau. Ils portaient sur eux des amulettes et des petites bouteilles contenant les gris-gris. Les forces de l'ordre sont arrivées sur place pour les déloger. Il y a eu des échanges des tirs et plusieurs assaillants sont tombés. Après leur fuite, il y en qui se sont reconstitués. Certains sont allés investir la station provinciale de la Radiotélévision nationale Congolaise. Ces insurgés ont mis la main sur un policier de garde à qui ils ont ravi l'arme et lui ont amputé le bras avant de s'enfuir à l'arrivée du renfort. Ils se sont dispersés à travers la ville. C'est ainsi qu'ils ont été vus dans plusieurs quartiers. Certains ne sachant où aller ont été arrêtés par la population avant de le confier entre les mains de l'armée. **Incursion des Maï-Maï à Lubumbashi : 19 morts et plusieurs blessés (Officiel).** «Du côté des assaillants il y eu 16 neutralisés, plusieurs blessés, 13 capturés, 7 armes récupérées, plusieurs flèches et machettes et les effigies de Gédéon Kyungu Mutanga et un drapeau de Mouvement des indépendantistes et révolutionnaires africains (MIRA). Du côté des loyalistes il y a eu 3 morts dont 2 policiers décapités et 1 élément des Fardc tué par balles. Une jeep saccagée et 3 armes ont été emportées».

La ville de Lubumbashi a retrouvé sa quiétude après l'incursion des miliciens Maï-Maï Bakata Katanga vendredi aux environs de 23 h. Aucun civil n'a été tué au cours de ces événements.

**Ngoy Mukena à Beni : « La paix de tous par tous est un engagement collectif de tous que nous allons intérioriser ».** Le ministre de la défense nationale a signifié à son arrivée à Beni que, sa mission est « une caravane mixte de sécurité », composée des députés nationaux sélectionnés à travers le pays, les députés provinciaux ainsi que tous les membres de son cabinet. «Nous sommes là pour annoncer une nouvelle dynamique de la paix de tous par tous. Aujourd'hui ce n'est plus seulement l'armée qui doit amener la paix définitivement ici. La paix de tous par tous est un engagement collectif de tous que nous allons essayer d'intérioriser. Et j'aimerai aussi que tout le monde entoure l'armée, parce que c'est l'armée de la République qui se bat pour que les commerçants retrouvent la paix, les étudiants retrouvent la paix, pour que les femmes vendent et travaillent. Maintenant commençons une dynamique nouvelle où nous sommes tous pour la même cause », a affirmé Aimé Ngoy Mukena.

**La route Mbau-Kamango remise officiellement au gouvernement du Nord-Kivu.** La population locale a exprimé sa satisfaction, tout en demandant le renforcement de la sécurité sur ce tronçon routier qui a enregistré plusieurs attaques des ADF les semaines passées. Ministre de Défense nationale, Amé Ngoyi Mukena a signifié que la guerre n'était pas encore finie:« Nous ne pouvons pas dire aujourd'hui 'c'est le jour de la libération.' Non !.. Mais ce que nous pouvons dire c'est qu'aujourd'hui, Mbau-Kamango sont reliés. Et que nous sommes de ce côté ici relié à l'Ouganda. Mais, le travail reste

encore à faire. Et l'ennemi va tenter encore de revenir. Mais, nous allons toujours le repousser jusqu'au dernier retranchement. »

**Dimanche 27 septembre.**

**Nord-Kivu : reprise d'activités à Pinga après accrochages entre l'armée et la milice NDC/Rénové.** La cité de Pinga, environs 150 km de Goma en territoire de Walikale (Nord-Kivu), a connu une reprise timide d'activités socio-économique samedi 26 septembre, selon le fonctionnaire délégué du gouverneur sur place. Ces activités avaient été perturbées la veille par de violents affrontements, qui avaient encore opposé les Fardc aux combattants de NDC/Rénové de Guidon. Cette reprise est intervenue après des tirs nourris d'armes lourdes et légères qui avaient été entendus vendredi dans les localités de Mukaka, Kailenge et Katanga pendant près de 2 heures. Les Fardc ont repoussé dans la brousse, aux alentours de Pinga, les éléments de Mwiswa Guidon du NDC /Rénové qui avaient lancé cette attaque contre l'armée nationale.

**L'AFDC/A de Bahati Lukwebo appelle aux réformes du système électoral.** L'Alliance des Forces démocratiques du Congo et Alliés (AFDC/A) recommande au chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi de consulter les forces de la nation pour juguler la crise profonde que traverse la RDC. Modeste Bahati a notamment proposé le retour à deux tours de scrutin à l'élection présidentielle et l'élection au suffrage direct des gouverneurs ainsi qu'un bureau de la Commission électorale nationale indépendante, composé de 26 membres tous issus de la société civile et représentant les 26 provinces du pays.

**Moïse Katumbi récupère son entreprise, MCK, par une décision judiciaire.** D'après le collectif des avocats de Moïse Katumbi, l'exécution de ce jour consistait à déloger l'entreprise NB Mining appartenant à Pascal Beveragi des installations de Mining Company Katanga, une société spécialisée dans la logistique des entreprises minières. Les agents de NB Mining ont donc été mis dehors, à la suite de la décision de justice rendue par le tribunal de grandes instances de Lubumbashi et du tribunal de commerce de Kolwezi dans le Lualaba. Moïse Katumbi salue cette décision de justice. Mais, il dit s'interroger par quelle magie celui qui fut son employé a pu devenir propriétaire de cette entreprise, au moment où il était en exil. Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, les anciens agents de MCK qui avaient perdu leurs emplois à l'avènement de NB Mining, sont ravis du dénouement de cette affaire qui aura duré plusieurs années et espèrent retrouver leur travail.

**Beni : deux morts et des disparus à Muteba après une attaque attribuée aux ADF.** Selon la société civile du secteur Batangi-Mbau, c'est depuis 9 heures samedi matin que les rebelles ougandais des ADF étaient visibles aux alentours de la localité Mbutaba, à plus au moins 4 km à l'ouest de Mangboko. Ces derniers ont surpris les habitants, dont certains se rendaient aux champs, en les attaquant. Le bilan provisoire fait état de deux personnes tuées à l'arme blanche et huit autres enlevées.

Pendant ce temps, cette source indique qu'une colonne de rebelles, lourdement armés, serait en train de se diriger vers la partie ouest de Mavivi, à 12 kilomètres de la ville de Beni, en passant par les localités Mutube et Sikwaila-Ngité.

La Lucha dénonce « les mauvais comportements de certains officiers militaires » déployés à Beni. Le ministre de la Défense nationale, Ngoy Mukena qui séjourne depuis vendredi dernier à Beni (Nord-Kivu), s'est entretenu samedi 26 septembre soir avec les militants de la Lutte pour le changement (Lucha). « Nous lui avons dit que d'abord la première des choses : nous avons besoin de la paix dans la région de Beni. On lui avait dit que les discours, on n'en a pas besoin. Nous avons besoin du concret, de pratique. Nous lui avons proposé qu'il doit se rassurer que les 21.000 militaires qui sont dans la région de Beni, sont bien traités, que leur argent arrive à destination ». En outre, la Lucha a dénoncé « les mauvais comportements de certains officiers militaires : au lieu de s'engager dans la guerre, ils ne font que des commerces et autres choses. Nous lui avons dit qu'avec le secteur divisé en trois : Nord, Sud et Centre, il faut qu'on nous mette des ceintures. Que l'armée soit en première position d'attaquer les ADF, l'ennemi qui nous embête, et non pas chaque fois (ce sont) les ennemis qui vont attaquer les positions militaires. » En clair, ces activistes veulent « une guerre du genre Artémis », l'opération militaire de réaction rapide déployée du 6 juin au 6 septembre 2003 en Ituri par l'Union européenne sous l'autorité du Conseil de sécurité de l'ONU.

**Dr Michel Muvudi publie « 100 questions/réponses pour comprendre la COVID-19 ».** Dans ce livre de 166 pages, préfacé par le professeur Jean Jacques Muyembe, l'auteur revient sur les questions récurrentes de la communauté face à la pandémie de la COVID-19. Ce livre est a été aussi traduit dans les quatre langues nationales.

**Début de la publication des résultats de l'EXETAT 2020 à Kinshasa.** La publication des résultats de l'Examen d'Etat édition 2019-2020 de la ville de Kinshasa a débuté le 27 septembre sur les réseaux de télécommunication. Dans les jours qui suivent, ceux des autres provinces seront connus, a annoncé le ministre de l'Enseignement primaire secondaire et technique.

**Lundi 28 septembre.**

**Ituri : 5 personnes d'une même famille tuées au village Mapendano par les miliciens de Codeco.** Selon la société civile locale, ce drame est survenu au cours d'une attaque attribuée aux miliciens de la Codeco, en provenance de Ngoto, un village dans le secteur de Banyali-Kilo. La société civile du territoire de Djugu précise que c'est vers 5h00 du matin, que les assaillants de Codeco ont envahi le village de Mapendano. Ces miliciens ont d'abord tiré plusieurs coups de sommation avant de commettre leur forfait. Les mêmes sources précisent que le bilan de cette incursion fait état de cinq personnes, toutes membres d'une famille sauvagement assassinées par ces hors la loi. Dans le territoire d'Irumu, vers 22h00 locale, c'est un autre groupe de miliciens qui a attaqué le village Djida, en secteur de Bahema-Sud. Sur place, ils ont tué un éleveur à la machette.

**Beni : les chefs des entités de Mavivi-Vemba-Mbau demandent à la population de renforcer leur collaboration avec l'armée.** Cette demande intervient après l'incursion des éléments armés identifiés comme des ADF, samedi à Mbutaba, localité située à 4 km à l'ouest de Mbau, non loin de l'aéroport de Mavivi. Ces chefs demandent également aux jeunes de se désolidariser des groupes armés qui sont encore actifs dans cette région.

**Le lac Edouard connaît une baisse de production à la suite de la destruction des ressources halieutiques (AICED).** C'est ce qui ressort du rapport publié le weekend dernier par l'ONG Appui aux initiatives communautaires de conservation de l'environnement et de développement durable (AICED). Cette enquête s'est intéressée sur les impacts socio-économiques et environnementaux de la destruction des ressources halieutiques du Lac Edouard. « La productivité du lac a diminué presque de 85,7%. Ça signifie qu'en 1998 on pouvait produire 10.000 tonnes. Mais aujourd'hui avec les enquêtes que nous avons effectuées, c'est seulement 455 tonnes par an. Et cela à la suite de la pêche illicite, il y a surexploitation, il y a abattage des hippopotames, il y a même l'explosion démographique. Et à cause de cela ça crée une pauvreté extrême au niveau du Lac Edouard (...) Et surtout que ces communautés ne peuvent pas pratiquer l'agriculture parce qu'elles sont dans le lac. Leur survie dépend exclusivement du Lac. Et même selon nos statistiques, nous avons calculé qu'au moins une personne vit avec 0,14% de dollars. Ce qui est en dessous du seuil même de la pauvreté. Des familles pour survivre commencent à faire de jardins potagés. A Vitshumbi, il y a aujourd'hui des arbres fruitiers qui poussent. Ce qui n'était pas avant. Donc la situation maintenant est sombre. Avec ça, la vie de communautés est menacée, les écosystèmes, et le lac aussi », a déclaré coordonnateur d'AICED.

**Sud-Kivu : les confessions religieuses soutiennent Dr Denis Mukwege dans son plaidoyer de mise en pratique du rapport Mapping.** Réunies à Bukavu le weekend-dernier, elles ont pris la ferme détermination d'accompagner Denis Mukwege et les autres organisations regroupées en synergie dans la lutte contre l'impunité. « Nous voulons que ces recommandations soient mises en application c'est-à-dire que les faiseurs des troubles, les auteurs de crimes qui ont troublé l'ordre public et les droits de l'homme soient aussi saisis et qu'ils puissent répondre de leurs actes. C'est ça notre souci. Nous crions pour les tueries, les morts qui ont été orchestrés ici au Congo. Nous crions pour les enfants qui ont grandi sans parents dans la souffrance, dans la famine. Et surtout pour les femmes qui ont été violées et violentées dans leurs droits. Et tous ces auteurs n'ont jamais été saisis pour répondre de leurs faits ».

**Les gouverneurs du Haut-Katanga et du Kasai invitent les communautés de deux provinces à la cohabitation pacifique.**

Dieudonné Pieme, le gouverneur de la province du Kasai a lancé un appel à la cohésion pacifique : « Nous avons convergé ensemble dans nos idées qu'il faut mettre en place des initiatives susceptibles de permettre que les communautés puissent vivre ensemble sans trop des problèmes. J'en appelle donc à la population Kasaienne qui habite au Katanga de savoir qu'ils sont Congolais ils ont le droit de rester au Katanga certes, mais ils ont également le droit et surtout le devoir de respecter les cultures qui sont au Katanga. Ces différences culturelles constituent une force pour nous et qui ne doivent pas constituer une faiblesse au point de diviser les peuples. Nous pensons que ces initiatives que nous devons prendre doivent aller dans le sens de faciliter cette cohabitation ».

**Kananga : une messe dite en mémoire des victimes de Nganza.** A Kananga, une messe d'action de grâce a été organisée, lundi 28 septembre, en la Pro-cathédrale Saint-Clément, en mémoire des victimes de la crise ayant secoué l'espace Kasai entre 2016-2017. L'officiant a exhorté l'assistance à œuvrer pour la paix alors que le coordonnateur de l'association des victimes appelle aux sanctions à l'égard des auteurs de ces crimes. Le coordonnateur de l'Association des victimes du Grand-Kasai a pour sa part regretté que plus de trois ans après les victimes n'aient pas toujours gain de cause. La crise sécuritaire de l'espace Kasai a fait plus de quatre mille morts, plus de vingt femmes violées et de dégâts matériels énormes.

**Kongo-Central : la route nationale numéro 1 menacée par 4 têtes d'érosions à Mbanza-Ngungu.** La route nationale numéro 1, reliant Kinshasa et Matadi n'a pas de déviation. Si elle se coupe en deux, le trafic sera perturbé. Le risque est immédiat car, du côté de Loma, l'érosion menace les deux côtés de la route. À gauche, l'érosion est à quatre mètres de la voie. À droite, elle n'est qu'à deux mètres. La troisième érosion se situe sur la descente de Kitemoko. Elle est aussi à deux mètres de cette même voie. Avec le retour des pluies, cela risque d'occasionner des dégâts matériels et des pertes en vies humaines. La route nationale numéro 1 est le poumon de l'économie de la RDC.

**Beni : journée ville morte à Oicha pour exiger la démission de l'AT et du commandant de la PNC.** La première journée ville morte a été observée lundi 28 septembre, à Oicha, Chef-lieu du territoire de Beni. Cette journée ville morte a été décidée par le collectif des ONG des droits de l'homme et la société civile locale pour demander la démission de l'administrateur du territoire et du commandant de la Police nationale Congolais. Ces deux personnalités sont accusées d'être à la base du décès de deux civils et des dégâts matériels lors des manifestations des 13 et 14 septembre dernier. L'auditorat militaire qui avait ouvert une enquête sur ces événements avait mis hors de cause ces deux responsables. Pour les organisateurs, ces deux responsables du territoire et de la police nationale congolaise doivent démissionner, cela malgré la conclusion l'enquête de l'auditorat militaire qui les met hors de cause.

**Beni : plusieurs villages se vident à la suite des attaques des rebelles ADF.** Selon des sources administratives locales, dans le groupement de Bulema, les localités de Kyavikere et Baleya ont été abandonnés par la population. Cette même situation est observée dans les localités de Kilya et Hurara dans le groupement de Malambo. Ces sources affirment que les habitants ont fui depuis quelques semaines, des attaques à répétition des ADF dans la région. Actuellement, le secteur de Rwenzori compte au moins 42 000 déplacés recensés par les comités locaux des déplacés.

**Sud-Kivu : incendie d'un entrepôt de la Monusco de l'aéroport Kavumu.** Selon des témoins se trouvant sur place, tout le contenu a été brûlé et le bureau de Supply aussi a pris feu. Pour l'instant, l'origine du feu reste inconnue et les enquêtes sont en cours. L'hypothèse d'un incendie d'origine criminelle a été écartée.

**Lubumbashi : le gouvernement appelé à auditionner les Bakata-Katanga arrêtés afin de connaître leurs revendications.** Selon le groupe thématique, Gouvernance, sécurité et paix du cadre de concertation de la société civile du Haut-Katanga, le gouvernement est appelé à écouter les Bakata katanga qui ont été arrêtés lors des événements du samedi dernier afin de connaître leurs revendications et même leurs commanditaires. Selon le responsable de ce groupe thématique, Bertin Tshoz, c'est à ce prix, que la province évitera les tueries de ce genre. Selon lui, lorsque l'on a des revendications, il y a moyen de se faire entendre sans provoquer mort d'hommes.

**Kinshasa : l'échangeur de Limete abandonné à son triste sort.** Selon le directeur du Musée des arts contemporains et multimédias, (MACM), Christian Briki Kondji, auparavant, la place de l'échangeur de Limete, était considérée comme le lieu emblématique de Kinshasa. De nos jours, il reste l'ombre de lui-même et abandonné à son triste sort. Le plan d'érection de cette tour avait été conçu par l'architecte Franco-Tunisien, Olivier Cacoub. Le Président Mobutu pensait ériger un grand lieu de mémoire collective pour le peuple Congolais, un lieu d'orgueil après l'indépendance, comme exprimé dans son discours du 30 juin 1966 à la nation. Ce vœu qui fut concrétisé, un an plus tard, le 24 Novembre 1967, avec la pose de la première pierre par l'ex-président Tanzanien, Julius Nyerere, invité par le président Mobutu. La construction des fondations débutera en 1969. Et c'est en 1970 que les quatre colonnes ont commencé à monter. En 1974, les travaux avaient été suspendus jusqu'à ces jours. Cette tour n'a jamais été achevée.

**Nord-Kivu : lancement de la campagne « Les amis de Pinga » en faveur des déplacés de cette région.** La situation humanitaire de déplacés dans la région de Pinga, village situé environ 150 km de Goma, reste préoccupante. Selon la société civile de Pinga, ces déplacés estimés environs soixante mille, n'ont jamais reçu d'assistance humanitaire depuis plusieurs mois d'errance. Pour soulager leur souffrance, une campagne dénommée « Les amis de Pinga » a été lancée samedi 26 septembre à Goma, visant à collecter des biens en faveur de ces déplacés. Dans une lettre d'information adressé au gouverneur de province du Nord-Kivu samedi, le député provincial élu de Walikale, prince Kihangi, affirme que cette campagne vise à soulager tant soit peu la crise humanitaire à Pinga et ses environs. Celle-ci fait suite aux affrontements à répétitions entre des groupes armés locaux actifs dans la région. Ces affrontements ont occasionné des déplacements massifs des populations et plusieurs autres conséquences. Celles-ci vivent dans de conditions difficiles. En plus des affrontements depuis plus de deux mois entre les deux factions de NDC/rénové de l'aile Shimiray Mwiswa Guidon et de Bwira Gilbert, ces populations vivent le calvaire d'autres groupes armés locaux depuis plusieurs décennies.

**Réhabilitation des routes au Kwango : la société civile refuse les entreprises recommandées par les politiciens.** Selon la société civile cette activité est purement communautaire. C'est pourquoi il demande au ministère provincial du

développement rural de recadrer cette situation, en engageant les associations communautaires locales à la place de celles mandatées par des politiciens. Le président de la société civile demande l'affectation des ingénieurs pour accompagner ces travaux : « Dans ce même contexte, on donne des bêtes, on donne des brouettes aux gens qui doivent aller travailler. Mais curieusement, ces gens-là vont travailler sans l'expertise. Nous plaçons à tout prix et le plus tôt serait mieux que le ministère du développement rural arrive à affecter dans chaque territoire du Kwango des ingénieurs qui doivent accompagner les cantonniers ; sinon tout ce qui se fera risque même de créer encore d'autres problèmes ».

**Haut-Katanga : clôture du festival de théâtre à Likasi.** Placé sous le thème de la paix, ce festival réunit douze troupes théâtrales venues de Kolwezi, de Fungurume, de Lubumbashi et de Likasi. Les organisateurs de ce festival disent vouloir fédérer tous les participants autour de la paix, qui est un facteur important dans le développement d'un pays. Cet événement culturel vise également à démontrer à la face du monde les talents des jeunes likasiens, « parce qu'il y a des jeunes qui sont en train de jouer qui ont du talent mais qui ne savent pas se faire voir parce que tout simplement il n'y a pas de structures pouvant encadrer ces jeunes talents à travers le théâtre », a expliqué Filling Senga, président du festival.

**Beni : le ministre de Défense appelle les jeunes à se libérer de « manipulateurs »** Le ministre de la Défense nationale estime en effet que les jeunes du territoire de Beni sont manipulés au sein des groupes armés pour attaquer les positions militaires, freinant ainsi le déroulement des opérations militaires dans la région. Il a ainsi demandé aux jeunes de la ville et territoire de Beni de prendre leur destin en main et de se désolidariser de tous ceux qui déstabilisent la République :

**Choléra à Mbuji-Mayi : 16 décès enregistrés depuis janvier 2020.** Dr Tshiteku explique que la consommation d'une eau non potable et la défécation à l'air libre sont les principales causes de cette recrudescence de cas de choléra dans la ville diamantifère. Ces cas, annonce-t-il, sont répertoriés dans six zones de santé urbaines et celles se trouvant dans la périphérie. Le médecin cite notamment celles de Mukumbi, Tshilenge et Tshitenge :

**Sud-Kivu : une dizaine de cas de choléra signalés au site minier de Luhihi,** dans le territoire de Kabare. Le ministre provincial de la santé, Cosmos Bishisha, est d'avis que l'insalubrité, le manque d'eau et d'hygiène seraient à la base de la contamination dans ce carré minier. « Mais, toutefois les mesures urgentes sont déjà prises pour arrêter l'épidémie dans la zone de santé de Katana à Luhihi. Nous avons envoyé urgemment les intrants de prise en charge des cas confirmés de choléra. Nous y avons envoyé aussi une équipe technique pour voir comment assainir l'environnement à Luhihi et pour assurer une bonne continuité après la prise en charge des cas confirmés. » Le site minier de Luhihi héberge environ trois mille creuseurs artisanaux, qui sont permanents à la recherche de l'or.

**Mardi 29 septembre.**

**Tshopo : les députés provinciaux maintiennent le départ du gouverneur.** Prenant la parole, Gilbert Bokungu, le président de l'organe délibérant a déclaré que le gouverneur de province a perdu la légitimité et qu'il ne jouit plus de la confiance du peuple. « La province de la Tshopo n'a pas de gouverneur. Nous attendons la décision du Chef de l'Etat sur sa promesse au courant de la semaine pour la notification de la personne qui va assumer l'intérim du gouverneur selon le choix du Chef de l'Etat lui-même », a-t-il indiqué. Face à cette situation, le porte-parole du gouverneur de province, a qualifié ces déclarations de pure distraction. Il fait remarquer que cette déclaration n'engage que son auteur. Pour lui, le gouverneur de province a déjà prôné la paix et la préoccupation reste le développement de cette entité. Dans une déclaration faite lundi 6 juillet, les députés provinciaux avaient demandé à Felix Tshisekedi de contraindre le gouverneur à démissionner puisque, selon eux, les représentants du peuple l'ont déjà désavoué.

**Le G13 pour la création d'un compte d'affectation spécial pour faire fonctionner la Ceni.** Le groupe de 13 parlementaires et personnalités de la société civile engagés dans la voie d'obtenir un consensus sur la réforme électorale : « Il y a la question du financement électorale. La proposition majeure qui a été faite ici, au-delà de la gouvernance des finances de la Ceni, c'est d'appeler à ce que dans le budget de l'Etat, un compte d'affectation spécial puisse y être créé et qu'il permette de recueillir à l'issue de chaque exercice budgétaire les moyens nécessaires pour faire fonctionner la Ceni et amener la Ceni au moment de l'organisation des opérations électorales à ne pas être à court d'argent ». Selon ces personnalités, le Congo doit cesser d'être cette exception d'un pays ne disposant pas d'un fichier d'identification des nationaux lequel doit permettre d'extraire un fichier des électeurs pour l'organisation des scrutins.

**Nord-Kivu : 22 femmes journalistes formées sur la sécurité physique et numérique.** Pour l'un des formateurs, il était opportun d'organiser ce genre d'activité, vu que les femmes journalistes de la région sont les plus souvent victimes de plusieurs violences dans l'exercice de leur métier, surtout dans cette zone confrontée aux groupes armés. « J'ai appris beaucoup de choses, ils m'ont appris à sécuriser d'abord ma vie quand je sors pour la récolte d'informations. Ils m'ont appris comment je dois me comporter, il y a de fois où nous avons des sources qu'on ne peut pas dévoiler. Il y a des gens



qui menacent pour ces sources là, mais ils m'ont appris ce que je dois faire pour sécuriser mes sources d'informations ». Cette formation a été organisée par le Collectif des radios et télévision communautaires du Nord-Kivu (CORACON).

**Grands Lacs : pour Huang Xia, il y a beaucoup des dynamiques favorables que les Nations Unies peuvent accompagner.** Selon l'Envoyé spécial du secrétaire général des Nations-Unies pour la région des Grands Lacs, Huang Xia, cela nécessite un renforcement pour que tout le monde puisse travailler ensemble afin de gérer les questions liées à la paix, la sécurité et le développement. Pour lui, il faut envisager une approche holistique avec une bonne combinaison des dispositifs militaires et non militaires pour qu'il y ait la sécurité dans la Région des Grands Lacs. Huang Xia affirme par ailleurs que les pays de la région des Grands Lacs sont bien conscients aujourd'hui de l'importance d'une meilleure mise en application de l'accord cadre d'Addis Abeba signé il y a sept ans. L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU estime que les dispositions de cet accord cadre transformées en action concrète permettront à la région de mieux gérer les dossiers de paix, sécurité et surtout le dossier de coopération, et de développement grâce à une logique d'intégration.

**Kwilu : 40 femmes en formation sur les techniques de plaidoyer et de lobbying à Bandundu ville.** Cet atelier organisé en partenariat avec l'ONG Diakonia porte sur les techniques de plaidoyer et de lobbying. Cet atelier permet à la femme de se prendre en charge, de déceler ses problèmes réels et d'en trouver solution. Selon les organisateurs de cet atelier, ces quarante femmes sont issues des vingt associations féminines de la ville de Bandundu.

**Beni : les parents satisfaits après l'annonce de la date de la rentrée scolaire.** Le ministre national de l'éducation a confirmé la rentrée scolaire en RDC pour le 12 octobre. Pour certains parents de Beni, ils sont soulagés. Car, confient-ils, l'encadrement des enfants a été un casse-tête pour eux pendant le confinement. Ils demandent au même moment au gouvernement de mettre en application sa promesse relative à la gratuité de l'enseignement mais aussi d'assurer la sécurité de la population dans la région. « Nous avons bien accueilli ce message parce que c'est ce que nous attendions depuis longtemps ».

**Covid-19 : formation de 94 prestataires de santé à Matadi.** Nonante-quatre prestataires de santé de la zone de santé de Matadi viennent d'être formés sur la prévention et le contrôle de l'infection de la Covid-19. Selon l'Agence adventiste de l'aide et développement humanitaire (ADRA), qui a facilité l'organisation de cette activité, cette formation a été organisée après avoir constaté un relâchement du personnel soignant dans la prise en charge des personnes atteintes de Covid-19. Au cours de cette formation, l'un des facilitateurs, a attiré l'attention des prestataires de santé sur la négligence dont ils font preuve en matière prévention contre la Covid-19. La formation a également consisté à rappeler au personnel soignant les indications de lavage des mains, le port de l'équipement de protection individuelle (EPI), et la décontamination des cibles. Celle-ci consiste à nettoyer, désinfecter puis stériliser des locaux et espaces après passage d'un cas suspects ou confirmé de Coronavirus.

**Insécurité à Kikwit : le maire de la ville pour des patrouilles mixtes avec la police.** Des patrouilles mixtes entre les militaires et les éléments de la police nationale seront organisées dans la ville de Kikwit. Selon le maire de la ville, cette réquisition est consécutive à la montée du banditisme urbain qui est de plus en plus observé dans la ville de Kikwit ces derniers temps. Le maire annonce qu'ensemble, ces forces de l'ordre vont « mettre hors d'état de nuire tous ces inciviques qui insécurisent cette partie du Kwilu ».

**Tanganyika : paralysie des activités économiques à Misisi.** Selon la FEC locale, cette paralysie des activités économiques affecte beaucoup plus le secteur d'import et export des marchandises en partance de Misisi et d'autres articles manufacturés en provenance de Bukavu. Misisi est une localité minière qui produit de l'or. Cette paralysie des activités économiques qui date d'une semaine, intervient après la mort dans un cambriolage, d'un proche d'un opérateur économique.

**Pas plénière au Parlement deux semaines après l'ouverture de la session.** Le calendrier de cette session se fait toujours attendre au moment où le gouvernement n'a toujours pas déposé le projet de loi portant reddition des comptes 2019 et le budget 2021. Pendant ce temps, les matières en attente d'examen sont abondantes sur le bureau de la présidente de l'Assemblée nationale pour un temps très impartit. Après avoir consommé 15 jours sans convoquer une seule plénière, les deux chambres du Parlement ne disposent plus que de 75 jours pour épuiser l'ordre du jour. Même le calendrier de la session n'est même pas encore adopté. Cette session devra accorder la priorité au vote du budget 2021. Cependant, cet exercice est légalement conditionné par l'examen du projet de loi portant reddition des comptes de l'exercice 2019.

**Nord-Kivu : suppression des barrières illégales dans plusieurs villages de Lubero.** La mesure a été prise et exécutée par l'administrateur du territoire. Selon l'administrateur de territoire de Lubero, le passage est désormais libre, et la population

peut vaquer à ses occupations, même au-delà des heures tardives. Il estime que toutes les barrières étant supprimées, la fréquence des cas de kidnapping, tracasseries sur les civils vont sensiblement diminuer dans la partie sud du territoire.

**Sud-Kivu : reprise de trafic sur le tronçon Bukavu-Uvira.** Le trafic sur cet axe routier d'intérêt national avait été interrompu depuis le samedi dernier à cause de l'effondrement du pont Shengezimu, situé à une vingtaine de kms de Bukavu dans les escarpements de Ngomo. Près de 200 véhicules et camions s'étaient retrouvés bloqués sur ce tronçon. Le ministre provincial des travaux publics du Sud-Kivu, Emmanuel Ngezi promet que ces travaux démarrent d'ici une semaine : « Le trafic a repris. D'ici une semaine au plus tard on va procéder à la réhabilitation effective de ce pont. Nous avons fait d'abord en sorte que les camions passent mais nous comptons faire des travaux proprement dits, des travaux de réhabilitation définitifs de cette route d'ici là. » Pendant ce temps, la circulation est interrompue entre Bukavu et Goma. Un autre pont s'est écroulé.

**Nord-Kivu : baisse du flux touristique à la suite de l'insécurité, d'Ebola et de Coronavirus.** « Nos sites touristiques malheureusement ne sont pas visités. C'est à cause de l'insécurité. Et la plupart de ces sites sont privés. Il n'y a pas des sites qui sont entretenus par l'Etat congolais dans le territoire de Lubero et dans la ville de Butembo. Cette année si nous parlons en termes de pourcentage, le flux touristique a baissé de 80 %. La Covid-19 a impacté négativement le secteur du tourisme. Aujourd'hui, presque toutes les activités sont arrêtées. A part la Covid-19, nous avons aussi traversé la période d'Ebola. Donc, les touristes ici chez nous ils n'arrivent plus », a déclaré le chargé du bureau du tourisme de Butembo-Lubero,

**Des parlementaires s'engagent à promouvoir la Rumba congolaise à l'Unesco.** Les députés et sénateurs membres du collectif des parlementaires culturels se disent déterminés à faire de la rumba congolaise un véritable patrimoine national. Pour le porte-parole de ce collectif, la rumba congolaise est un outil formidable de cohésion nationale.

**Haut-Katanga : plus de 200 chiens et chats vaccinés contre la rage canine.** Cette campagne est l'œuvre du regroupement des femmes vétérinaire du Haut-Katanga, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de lutte contre la rage canine.

**Insécurité à Mbuji-Mayi : le maire demande au gouvernement central de doter la police du matériel adéquat.** Il ne se passe trois jours sans que les bandits armés ne visitent les domiciles de paisibles citoyens dans la ville diamantifère. D'après le maire, la police est dépourvue de moyens pour faire face aux cas de vol et de banditisme, qui se multiplient à Mbuji-Mayi.

« Nous demandons au gouvernement central et au ministère de l'intérieur de pouvoir penser à équiper la police de la ville de Mbuji-Mayi en motos, en véhicules, en moyens de communication et d'autres techniques. »

**Butembo : deux enfants Maï-Maï se rendent à la Monusco.** Ils seraient venus du groupe armé dénommé Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC), actif dans les territoires de Beni et de Lubero. Celui de 17 ans affirme avoir intégré ce groupe Maï-Maï en 2014 dans l'objectif de venger la mort de ses parents, tués par les ADF en 2011 à Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Cependant, la souffrance endurée dans la brousse l'a poussé à abandonner le maquis pour réintégrer la communauté. Après vérification, la section protection de l'enfant de la Monusco indique que ce dernier est plutôt majeur et a été orienté à la section DDR Monusco. Le deuxième, qui est réellement mineur, a été orienté aux structures financées par l'Unicef pour sa prise en charge avant la réintégration familiale.

**Franck Diongo salue l'avènement d'un Etat de droit en RDC.** Le président du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), Franck Diongo, a salué l'avènement d'un Etat de droit en RDC. Cet avènement est marqué, selon lui, par deux grands hauts faits ; à savoir : l'arrestation du policier fugitif Christian Ngoy Kenga Kenga afin de relancer le procès sur l'assassinat de Floribert Chebeya, puis la restitution de la société privée MCK de Moïse Katumbi, qui se voit réhabilité dans ses droits par la justice. Ces événements constituent la réalité d'un Etat de droit où règnent la démocratie et le respect des droits de l'homme.

**Mbandaka : les gestionnaires d'écoles et le SYECO pour la rentrée scolaire le 12 octobre.** A l'ITI Mbandaka, les enseignants ont suivi la restitution faite par secrétaire provincial du le Syndicat des enseignants du Congo (SYECO), qui venait de rencontrer les autorités de l'EPST à Kinshasa. Après débats, les affiliés du SYECO ont accepté une reprise conditionnelle. Sans paiement de nouvelles unités, ont-ils dit, la rentrée se transformera en marche pacifique des enseignants.

**Kindu : les agents de Namoya Mining impayés depuis 9 mois.** Pour manifester leurs mécontentements, ces agents ont organisé lundi 28 septembre un sit-in au bureau de la société Namoya Mining SA à Kindu (Maniema). Dans leur déclaration ces travailleurs dénoncent également la rupture consécutive de soins médicaux dans différentes structures sanitaires.

**Kongo-Central : faute de juges, le tribunal de paix non opérationnel à Luozi,** à cause de la mutation de tous les juges depuis plus de trois mois. Selon le président de dix secteurs que composent le territoire de Luozi, jusqu'à ce jour, leur remplacement se fait toujours attendre. Seule la greffe fonctionne. D'autres départements ne sont pas opérationnels. Même le procureur de la République près le parquet du tribunal de paix de Luozi muté n'a toujours pas été remplacé. Pour l'instant, la responsabilité de la justice dans les dix secteurs repose entre les mains d'un seul magistrat qui est débordé parce qu'il cumule seul les affaires coutumières, civiles et pénales. Autre souci, c'est le non-paiement des juges assesseurs. Ils ne sont qu'au nombre de trois. Un seul est mécanisé. Mais vu son âge avance, ce dernier ne siège plus. Les conséquences de cette paralysie de la justice sont légions. Les conflits coutumiers déchirent les communautés et des violeurs se promènent en toute liberté.

**Mercredi 30 septembre.**

**Coronavirus : le relâchement des gestes-barrières à la base du taux élevé de la propagation du virus à Butembo.** Sur terrain, les mesures barrières sont totalement bafouées et tout le monde se comporte comme si cette maladie n'a jamais existé, déplore Dr Janvier Kubuya qui invite les médias ainsi que les autorités tant administratives que sanitaires à une sensibilisation permanente par rapport à la maladie : « Nous constatons ce relâchement malheureusement mais il n'y a pas des raisons de se décourager, nous devons toujours communiquer ». La ville de Butembo compte à ce jour 151 cas confirmés de coronavirus dont plus de 100 guéris.

**Haut Katanga : l'Unicef achète des cahiers pour 120. 847 élèves des écoles publiques de Kambove et Kipushi.** Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), bureau de Lubumbashi s'engage à apporter un appui au secteur de l'éducation dans deux territoires de la province du Haut-Katanga : Kambove et Kipushi. En dehors de la sensibilisation des parents pour les mobiliser à inscrire leurs enfants à l'école, cette agence des Nations Unies mettra à la disposition de plus de 120.000 enfants des cahiers. Kadiatou Diallo a également précisé que l'Unicef va accompagner les écoles à développer des plans de contingences scolaires au cas où survenait une autre épidémie.

**Beni : le SYECO exige l'amélioration des conditions de vie de l'enseignant pour l'année scolaire 2020-21.** Le Syndicat des enseignants du Congo/ville de Beni conditionne cette reprise par le respect de la promesse du chef de l'Etat relative à l'amélioration de conditions de vie de l'enseignant. Le secrétaire permanent du SYECO craint pour la baisse de la qualité de l'éducation avec le départ de certains enseignants de renom qui ont quitté l'enseignement pour chercher mieux ailleurs.

**Ituri : ouverture du procès en appel de 6 détenus impliqués dans le meurtre d'un chinois et un militaire Fardc.** Ils sont tous poursuivis pour meurtre, assassinat, association de malfaiteurs, transport illicite de minerais et violation de consignes. Ils ont été condamnés au premier degré par la Cour militaire de Kisangani à 15 ans de servitude pénale ainsi qu'au paiement de dommages et à la restitution de 12 lingots d'or qu'ils avaient volés. Les faits remontent au mois de septembre 2019 sur la route nationale numéro 27 au tronçon routier Bunia-Komanda au mois de juin 2019.

**Ituri : les miliciens de la Codeco intensifient leurs exactions contre la population à Djugu.** Selon la société civile locale, ces miliciens habillés parfois en tenue militaire circulent librement avec leurs armes dans les localités. Ils ont érigé plusieurs barrières où chaque passant est obligé de donner des vivres ou de l'argent. Un motard et son client sont tombés le 27 septembre dans l'embuscade de ces miliciens à Lipri. Ils ont emporté la moto. La même nuit, ils ont pillé et incendié des maisons au cours d'une incursion à Amema. La veille, ces rebelles ont tiré sur deux civils qui ont été blessés à la barrière illégale à Uzi. Ces exactions inquiètent la population qui recommande l'accélération du processus de désarmement de ces miliciens.

**Tshopo : la cité de Basoko désertée à la suite du meurtre d'un jeune homme par des militaires.** C'est à cause des actes de vandalisme commis par la population locale pour protester contre le meurtre d'un jeune homme par des militaires. Depuis Kisangani où elle se trouve en mission officielle, Mme l'administrateur du territoire de Basoko, explique que les jeunes gens de Basoko s'en sont pris mardi à la résidence du commandant de la police et de l'administrateur de territoire assistant. Ces maisons ont été brûlées et pillées. Les portes et fenêtres du bureau de la police ont été arrachées et les différents documents qui se trouvaient dans ce bureau ont été incendiés. Le cachot de la police détruit, tous les détenus se sont évadés. Une mission conduite par le ministre provincial de l'Intérieur et sécurité va se rendre « incessamment à Basoko

pour restaurer l'autorité de l'Etat ». Selon des témoignages, malgré les coups de feu tirés par la police, les manifestants n'ont pas décollé.

**Kwilu : la police réprime la marche des mouvements citoyens contre le gouvernement provincial.** Cette marche projetée depuis plus d'un mois par des mouvements citoyens de la ville de Bandundu dont la Lucha, la Vigilance citoyenne et le Filimbi a été réprimée juste au point de rassemblement par les éléments de la police nationale congolaise (PNC). Selon les organisateurs de cette manifestation, un de leurs militants a été arrêté par la police avant d'être relâché plus tard. D'autres manifestations seront organisées dans la ville pour obtenir le développement de la province, ont-ils promis.

**La Monusco travaille avec le gouvernement sur une stratégie de transition conjointe vers un retrait de la Mission.** Ce document doit être soumis au Conseil avant le 20 octobre. Le même compte rendu renseigne que la semaine prochaine, la Représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et cheffe de la Monusco, Mme Leila Zerrougui, présentera le dernier rapport sur la situation dans le pays au Conseil de sécurité. « La Monusco ne quittera pas la RDC de manière précipitée ; elle travaille à un retrait progressif, responsable et durable, qui permette à la RDC de prendre elle-même en charge sa sécurité et sa stabilité », rapporte le compte rendu.

**Le BCNUDH a documenté 669 violations des droits de l'homme au mois d'août 2020.** Près de 93% des violations documentées en août 2020, ont été commises dans les provinces affectées par les conflits en RDC (621 violations) et ont entraîné la mort d'au moins 274 civils, dont 52 femmes et 27 enfants. A l'instar du mois de juillet, les combattants des groupes armés sont les principaux responsables des violations commises dans ces provinces (61%). La majorité des violations et atteintes a de nouveau été enregistrée dans la province du Nord-Kivu (317 violations, soit 51% des violations commises dans ces provinces), suivie de l'Ituri (114 violations), du Tanganyika (63 violations) et du Sud-Kivu (57 violations). Le BCNUDH renseigne qu'il continue de documenter des décès en détention. Au cours du mois en revue, au moins 16 détenus de sexe masculin sont décédés de maladie ou malnutrition soit dans des maisons d'arrêt ou dans des cachots de la PNC. Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme a également mené des activités de sensibilisation et renforcement des capacités au profit des acteurs dans le domaine des droits de l'homme.

**Beni : un militaire et un civil écopent de la peine capitale pour meurtre.** Il s'agit du jeune tenancier d'une cabine téléphonique, qui avait été tué par balle le 5 septembre au quartier Tamende, dans la ville de Beni (Nord-Kivu). Deux prévenus poursuivis dans cette affaire (un militaire Fardc et un civil) ont été reconnus coupables et condamnés à la peine capitale.

**Sud-Kivu : deux chefs miliciens poursuivis pour violences sexuelles et tortures.** Deux leaders du groupe armé "Raia Mutomboki Hamakombo" comparaissent depuis dimanche dernier devant le tribunal militaire garnison de Bukavu en audience foraine dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Le tribunal s'est penché mercredi 30 septembre à l'audition des 16 victimes présentes au procès sur les 25 qui avaient été dénombrés à Bunyakiri. La journée de mardi 29 septembre a été consacrée à l'identification de deux prévenus, le chef Hamakombo lui-même et son adjoint. Ces combattants, originaires de Bunyakiri, sont poursuivis violences sexuelles, tortures et autres actes de crime contre l'humanité.

**Vive tension au siège de l'assemblée provinciale du Kongo-Central.** Toutes les voies menant à l'assemblée provinciale du Kongo-Central ont été verrouillées mercredi 30 septembre à l'aide d'un important dispositif sécuritaire. Les députés provinciaux qui soutiennent le gouverneur Atou Matubuana ont fini par accéder au siège de l'Assemblée provinciale. Ils y sont parvenus en exerçant une forte pression sur les forces de l'ordre qui étaient déployées sur toutes les issues. Après une brève concertation entre eux dans la salle des pléniers, Jean-Claude Mvuemba, parlant au nom de ses collègues, a lancé un ultimatum au président de l'assemblée provinciale, l'invitant à convoquer la plénière dans 48 heures. Faute de quoi, ils tireront toutes les conséquences. Face à cette situation, le Cadre de concertation de la société civile se dit indignée et appelle les deux parties à privilégier les intérêts de la population, sacrifiée selon lui depuis le début de cette crise interinstitutionnelle.

**Le rapport Mapping de l'ONU sur les crimes commis dans l'est de la RDC totalise 10 ans.** Une conférence sur l'évaluation du rapport Mapping des enquêtes d'experts des Nations unies sur les crimes commis dans l'est de la RDC a convergé mercredi 30 septembre – soit dix ans après - vers un début d'un dialogue entre toutes les parties prenantes pour répondre aux attentes des victimes et mettre un terme au cycle de l'impunité en RDC. La session par visioconférence a été organisée conjointement par la Fondation Panzi, Human Rights Watch et Amnesty International. Elle a eu pour objectif de faire le point des efforts fournis pour tenir comptables les auteurs de graves crimes commis en RDC et rendre vérité, justice et réparations aux victimes. Cette session a mis face à face des hauts responsables du gouvernement congolais, onusiens et de la société civile.

**Mbuji-Mayi : activités perturbées depuis deux mois à la division provinciale de la santé.** Les portes des bureaux ainsi que les dépôts contenant les intrants pour la prise en charge des cas de choléra sont bloquées par près de mille agents de la santé, qui ont été élagués des listings de paie depuis 2016, 2017 et 2019. Pour manifester leurs mécontentements, certains agents passent la nuit devant les bureaux de l'inspection provinciale de la santé et d'autres ont superposé plusieurs cadenas sur les portes des dépôts des médicaments et celles des bureaux de la division provinciale de la santé empêchant ainsi les cadres de cette division d'accéder à leur lieu de services et aux intrants pour la prise en charge de cas de choléra. Le chef de division provinciale de la santé a par ailleurs déploré le fait que les grévistes bloquent les portes des bureaux ainsi que les dépôts contenant les intrants pour la prise en charge des cas de choléra.



[www.africafundacion.org](http://www.africafundacion.org)

*conecta con África*

*conecta con África*

*conecta con África*

*conecta con África*

*conecta con África*

*conecta con África*

informaci[ON]  
ilus[ON]  
difusi[ON]  
concienciaci[ON]  
pasi[ON] **[ON]**